

2000 - 2020

20 ANS

DE L'INSTITUT

CGT

D'HISTOIRE

SOCIALE

PYRÉNÉES ATLANTIQUES

BÉARN

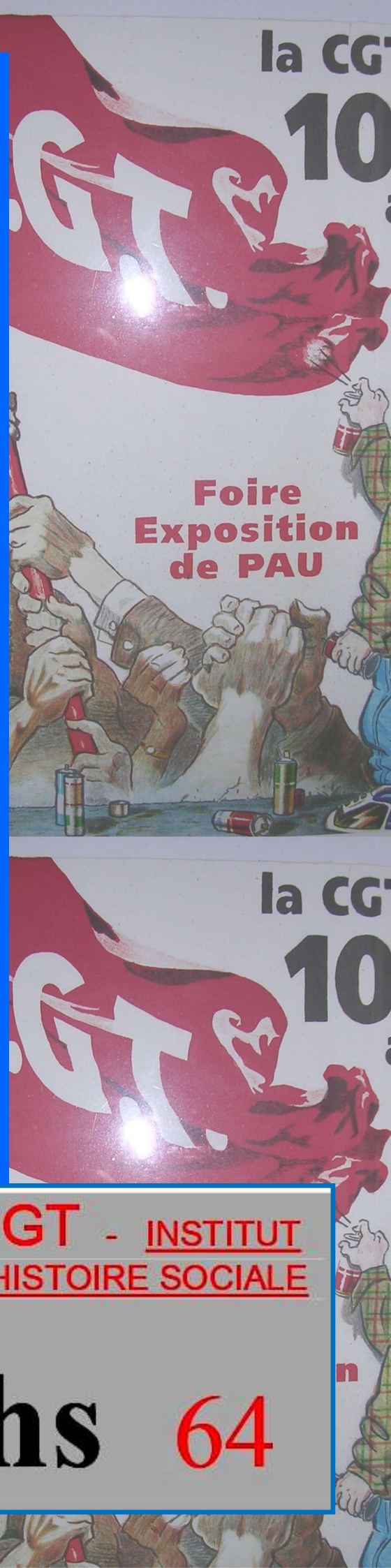
PAYS BASQUE

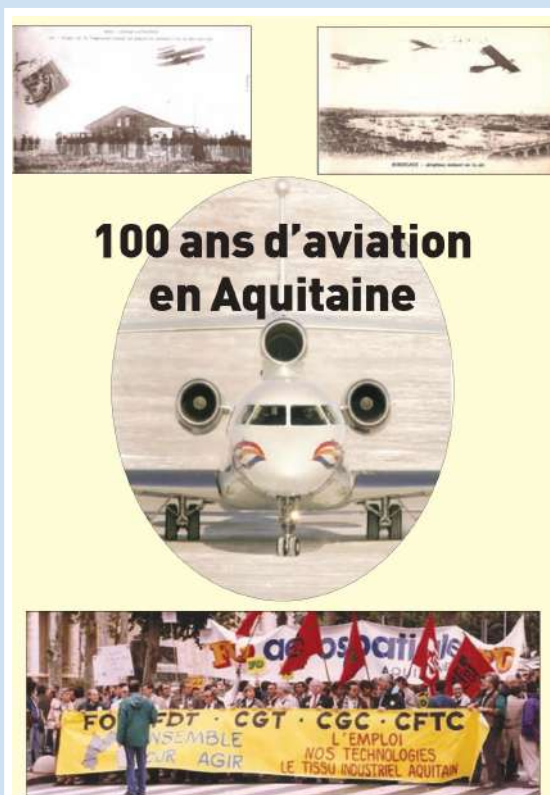
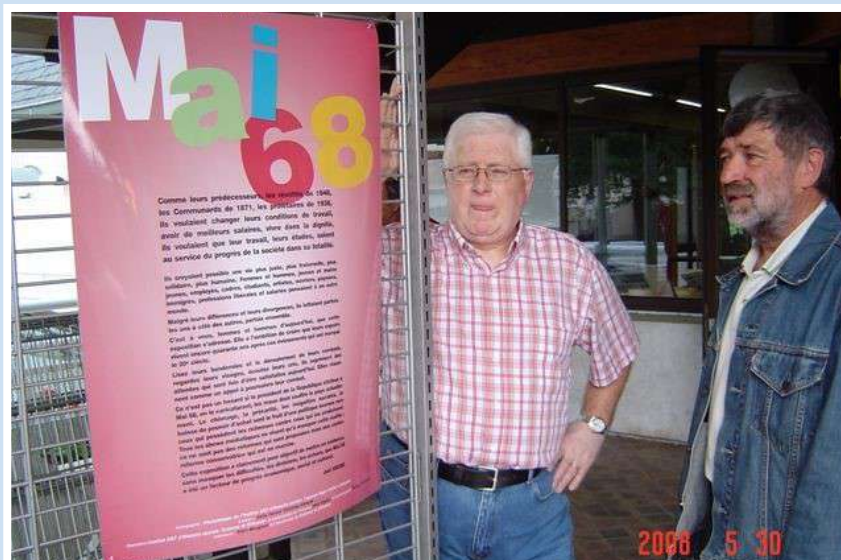
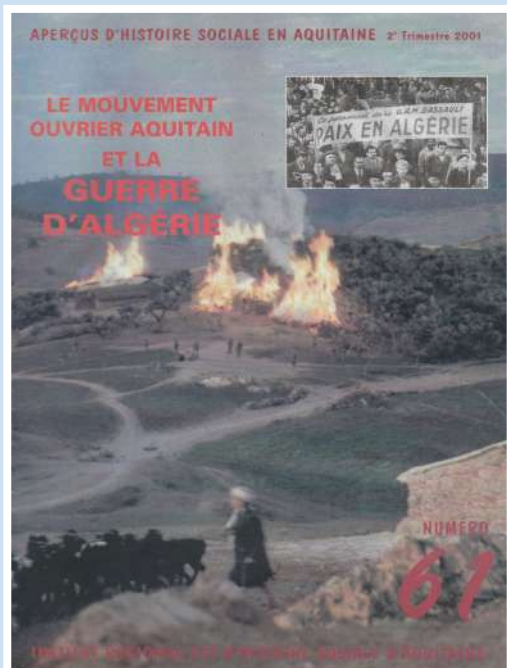
DÉCEMBRE 2020

CGT - INSTITUT
d' HISTOIRE SOCIALE

ihs

64





IHS CGT 64 - Association loi 1901 - Siège social : 49 Av Dufau - 64000 PAU - Tél. : 05 59 27 13 21
 Adresse mail : ihsctg64@orange.fr
 Président : Claude Graciet - Vice-Président : J. Dusser - Secrétaire/Trésorière : Christiane Rabier
 Site de l'Institut d'Histoire Aquitaine : <https://www.ihsctgtaquitaine.org/ihsa/>

Bulletin de l'Institut d'Histoire Sociale CGT. *Equipe béarnaise.*

Avril 1999
Numéro 1

Dans ce numéro

Bienvenue
par C.Laur.

Les archives
par R. Defrançais

Turboméca
par C. Quintreau

L'enquête Maitron
par O. Dartigolles.

30 ans après Mai 68
Note de lecture.

Prochain numéro : un article de Jacques Gonzales sur son travail de recherche consacré au Commandant Santiago Gonzales, ancien officier supérieur de l'armée républicaine espagnole.

Prochaine réunion de l'équipe :
Le vendredi 16 avril 99
9H30 à l'UD CGT.

Bienvenue à L'Institut d'Histoire Sociale CGT d'Aquitaine.

Lors de sa constitution en 1984, notre Institut affirmait sa vocation régionale jusque dans ses statuts. Malheureusement, cette volonté s'est heurtée aux aléas de la vie, limitant les travaux, le rayonnement de notre Institut essentiellement à la Gironde.

Depuis maintenant quelques mois, une petite équipe commence à travailler sur le Béarn, en relation avec l'Institut, se réunit régulièrement amorçant des travaux de recherches comme cela apparaît dans ce bulletin. Ainsi, notre document sur "1968 trente ans après" commence à prendre cette couleur régionale avec trois articles consacrés au département des Pyrénées-Atlantiques (plus une étude sur la Dordogne et sur le Lot-et-Garonne).

Ce n'est qu'un début, mais un début prometteur, surtout cette naissance "d'antenne" (on l'appellera comme vous le voudrez) dans votre département.

Je salue donc ici dans vos "colonnes" cette naissance et souhaite que le bébé profite en ayant l'ambition de grandir notamment vers le Pays Basque permettant ainsi pour ce qui le concerne cette régionalisation à laquelle nous travaillons.

Bon courage et bon travail !

Christian Laur,
Vice-président de l'Institut
CGT d'Aquitaine.

Pourquoi des archives à la C.G.T ?

Certes, chaque militant imagine que les archives de la C.G.T existent dans les organismes fédéraux, les départements et les "gros" syndicats. La réalité est souvent différente. Qui, par exemple, possède les archives des boîtes du bâtiment ? Qui pourra demain parmi les étudiants, les enseignants, les historiens, parler des conditions de travail, des salaires, des luttes difficiles, des licenciements et de l'intervention des forces de police contre les militant(e)s ?

A qui la faute, si tous ces faits restent ignorés ?

C'est laisser l'histoire aux dires des grands témoins (généralistes et politiciens) qui dénaturent la réalité.

Cela dépend de nous tous, adhérent(e)s et militant(e)s de ne pas dévaloriser l'action des autres, sous le prétexte que les "vieux papiers" ne sont peut-être pas des archives intéressantes. Il faut se garder d'établir une échelle de valeur entre les documents selon leur objet, leur date, leur forme. Une photo, un tract, un article de presse, un témoignage enregistré, sont autant d'archives qui demain seront utilisées par les chercheurs.

A Pau, nous venons de créer une annexe de l'Institut d'Histoire sociale de la CGT qui se fixe comme objectif de recueillir le maximum d'archives sur les luttes syndicales dans le Béarn. Prenez contact avec nous. **Ne laissez pas l'histoire sociale orpheline !**

René Defrançais.

Vingt ans de vie active à l'Institut CGT d'histoire sociale des Pyrénées Atlantiques (IHS CGT 64)

- ⇒ **1982** : naissance de l'Institut CGT d'Histoire Sociale CGT (IHS CGT)
- ⇒ **1984** : création de l'institut CGT d'histoire sociale d'Aquitaine (IHSA)
- ⇒ **1987** : création de l'Antenne des Pyrénées Atlantiques de l'IHSA
- ⇒ **1998** : création de l'Antenne Pau-Béarn

- ⇒ **2000** : création de l'Institut CGT d'histoire sociale des Pyrénées Atlantiques.

Savoir d'où l'on vient : En 1982, sous l'impulsion de G. Séguy ancien secrétaire général, la CGT a fait le choix de construire un outil spécifique et ouvert à tous. L'intention était de donner à connaître l'histoire sociale, celle de l'organisation, de ses militants et des luttes pour une société, plus juste et plus humaine. Ce volet de l'Histoire de notre pays était (est toujours) plutôt occulté dans les universités et les médias. Dès lors, la CGT et le nouvel Institut d'histoire sociale national vont impulser la création de structures (type loi 1901, indépendantes) territoriales et professionnelles. Dans l'objectif d'aider les militants à mieux appréhender des éléments, positifs ou négatifs de ce passé, pour apprendre, comprendre, décider et lutter au présent. Il s'agissait aussi de sensibiliser le mouvement à la nécessité de sauvegarder et classer les archives syndicales.

La création d'un institut au niveau régional (Aquitaine), puis départemental va s'inscrire dans cette démarche. La présente revue « spécifique », célébrant les vingt ans de l'IHS 64, ambitionne de porter à la connaissance des structures et militants CGT, des salariés de notre territoire, quelques éléments de l'histoire de ses vingt ans d'activités au service de l'histoire sociale dans notre département. Une histoire qui est à la fois « leur histoire » d'acteurs de la vie syndicale et celle des « pionniers » des premiers groupes de travail engagés au sein des antennes de l'IHSA, depuis les années 1987/1988 jusqu'à la création de l'IHS 64 en l'an 2000. Une histoire écrite, archivée et diffusée grâce à la persévérance de ces hommes et femmes qui n'ont pas ménagé leurs efforts. Ils méritent le petit hommage que nous voudrions adresser à tous ces « **gardiens et passeurs de mémoires** » qui, hier comme aujourd'hui, perpétuent l'aventure entamée en l'an 2000.

Un groupe de travail (**Christiane Rabier, Martine Goyhénéche, Jean Claude Malé, Charles Claveau et Claude Graciet**) a relevé le défi de vous donner à connaître ces vingt années de notre histoire commune. L'intention est de vous indiquer les sources de connaissances déjà explorées, de vous donner l'envie d'approfondir et pourquoi pas, de nous aider à faire découvrir d'autres repères. Il nous faut « *tous ensemble* » donner au mouvement syndical les forces nécessaires à la construction de rapports de forces, permettant d'aller vers des changements favorables au monde du travail.

Nous vous invitons à nous dire si ces repères sont utiles, si les choix sont judicieux, quels sont les manques, etc. Mais encore nous dire si, selon vous il faut rénover, adapter, renforcer l'outil IHS 64 pour améliorer son efficacité ... ***pour mieux savoir où aller !***

Pour contacter l'IHS CGT 64, adhérer, s'abonner, une adresse :

49, avenue Dufau 64000 Pau - ihscgt64@orange.fr

Adhésion individuelle : seule	15€
Adhésion individuelle : avec abonnements : à « Aperçus » 31€ + abonnement aux « Cahiers » de IHS	44€
Adhésion collective (syndicats, associations) avec abonnements aux deux revues	69€

L'INSTITUT D'HISTOIRE DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES

Par Jean-Claude Malé



2009 le bureau de droite à gauche :
Jean-Claude Malé président, Christiane Rabier
secrétaire, Jacqueline Pélaroque trésorière,
Jacques Dusser vice-président

DU BÉARN AUX PYRÉNÉES ATLANTIQUES, LA VOIE D'UNE PROGRESSION

La constitution d'une équipe d'histoire sociale CGT sur le Béarn en 1998 préparait la constitution, l'année suivante, d'un Institut départemental de plein exercice, doté d'un statut et d'une personnalité juridique, partie prenante de l'IHSA.

L'équipe initiale se composait de camarades qui se rencontraient dans leurs activités militantes, et autour des éditions MESSIDOR, devenues ensuite France-Progrès.

Le lancement de la grande collection « Images et Mouvements du siècle » par l'Institut CGT d'histoire sociale et « France-Progrès Diffusion » a permis de joindre à la diffusion de l'ouvrage, des contacts et des adhésions à l'IHS 64 et de donner ainsi l'impulsion initiale.

Dès le début il nous est apparu que la création d'un « bulletin Départemental » à parution régulière était indispensable à la cohésion et au rayonnement de notre activité. L'initiative venait de notre benjamin et historien Olivier Dartigole, appelé depuis à d'autres tâches.

Dès le début, l'UD 64 et son secrétaire Gérard Brocco, nous ont apporté un appui moral et matériel par l'envoi de notre bulletin aux sections syndicales, également par des prises de parole, expositions dans les congrès et stages syndicaux, selon nos disponibilités.

Janvier 2000 : premier bureau
Président : Malé Jean-Claude
Vice-Président : Naude Didier
Secrétaire : Quintreau Claude
Secrétaire adjoint : Dusser Jacques
Trésorière : Pélaroque Jacqueline
Archiviste : Defrançais René

Très rapidement, nous sommes parvenus à l'autonomie financière.

NOS ACTIVITÉS

Faire des adhérents, abonner aux revues de l'IHS Aquitaine et de l'IHS confédéral : soit huit revues et quatre bulletins par an ; passage de sept adhérents à l'IHSA à quarante à l'IHS 64 (dont 15 collectifs).

Le « Bulletin » : l'obligation d'une parution régulière stimule l'ensemble de l'activité de recherche de recueil de témoignages, de biographies, de rédaction d'articles, la diversification d'auteurs. En juin 2004 est paru le numéro 17.

Pour les « Aperçus » Aquitaine : nous avons fait un numéro sur « Péchiney à Noguères », participé à plusieurs autres : nous devrions faire plus.

« Recueil de biographies » : pour la période 1940/1968, en liaison avec le « Dictionnaire du Mouvement Ouvrier Français » dit « Maitron » de nom de son initiateur.

« Salon du livre de Pau » : nous y participons depuis novembre 2000. Notre présence est remarquée et bien accueillie. Nous y diffusons les revues des instituts CGT, des livres publiés ou soutenus par différents partenaires : confédéral, PTT, Mines, Tarn, Haute-Garonne, etc... ce qui donne à notre stand une bonne tenue. Notre présence facilite nos rapports avec les autres associations présentes ; notre apéritif du vendredi soir y est très fréquenté.

Financièrement nous sommes très déficitaires sur cette activité malgré de bonnes ventes, en raison du faible prix de nos livres et revues et du coût important de l'inscription.

« Journée du livre d'Orthez » : nous y sommes aussi présents, de moindre importance, mais très sympathique.



2015 assemblée générale de Nay, de gauche à droite :
Christiane Rabier secrétaire, Claude Graciet président,
Jean-Claude Malé membre du C.A., Jacques Dusser vice-
président, L. Gay IHS Aquitaine, M. Reyna-Sanchez
membre du C.A., J.L. Lartigue membre du C.A., J.
Broussard IHS Aquitaine, J.C. Granet membre du C.A.,
R. Lahore, J. Lahillonne, M.C. Graciet, C. Cabille, J.R.
Sangla.

MORT PROGRAMMÉE D'UNE USINE DE POINTE (1986-1991)**DE LA VICTOIRE DE LA GAUCHE A LA NATIONALISATION**

Le changement de gouvernement en mai 1981, avait fait naître beaucoup d'espoirs dans les entreprises. En 1981 le groupe Péchiney comptait près de 100.000 salariés dans le monde, pour un chiffre d'affaire de 40 milliards de francs. Il contrôlait toute la filière aluminium, les aciers spéciaux, la chimie. Sa nationalisation prévue par le programme commun de la gauche fût réalisée fin décembre 1981.

A Noguères, nous étions conscients d'utiliser une technologie un peu vieillissante, bien qu'il y ait aujourd'hui des cuves Soderberg qui fonctionnent encore dans le monde, au Japon, aux USA, et cela dans des conditions financières satisfaisantes.

Il faut se rappeler qu'ici, nous disposions, à partir de la centrale électrique d'Artix, construite pour Péchiney et gérée par EDF, d'une énergie à un prix très réduit. Le gaz était fourni par la SNPA. Cette disposition était assortie d'un contrat de trente ans et les trente ans étaient écoulés.

Nous avons l'avantage à Péchiney d'avoir une technologie en « précuite », qui avait pris le dessus des cuves Soderberg en passant à la puissance de 175.000 ampères, expérimentée à St Jean de Maurienne à l'échelle industrielle. Péchiney était à cette époque le premier mondial en électrolyse d'aluminium, premier en technologie et troisième producteur mondial.

Nous avons dès 1979 demandé la modernisation des installations de Noguères, et aussi celles de La Praz, La Saussaz, L'Argentière, qui étaient équipées en vieilles cuves précuites de 45.000 ampères, largement dépassées. Nous avons présenté un plan de modernisation. Le changement de 81 était notre espoir. Notre naïveté à tous était grande et pas seulement partagée par le syndicat CGT de Noguères. Nous avons cru qu'avec les nationalisations notre outil de travail serait modernisé, que des emplois seraient créés, que l'industrie et l'économie se développeraient. C'est le contraire qui s'est produit.

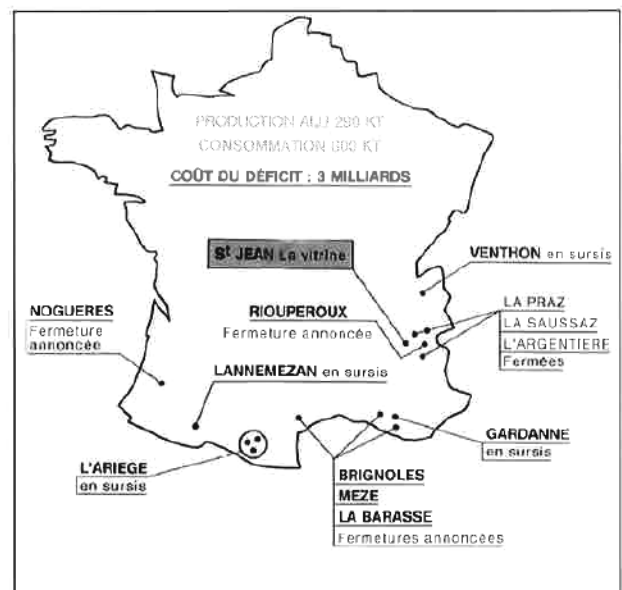
A l'époque le ministre de l'industrie et du commerce (Fabius) parlait de créer un grand pool d'aluminium avec le recentrage de Péchiney sur les métiers de l'aluminium et promettait des aides publiques pour moderniser l'usine de Noguères.

Péchiney a reçu de somptueuses subventions de l'ordre de 7 milliards de francs vers 82/83. La direction a alors envisagé la modernisation de Noguères avec des cuves de 175.000 ampères. Elle a présenté plans et maquettes de cette modernisation tout en utilisant les infrastructures récupérables et en modifiant tout ce qui devait être modifié pour

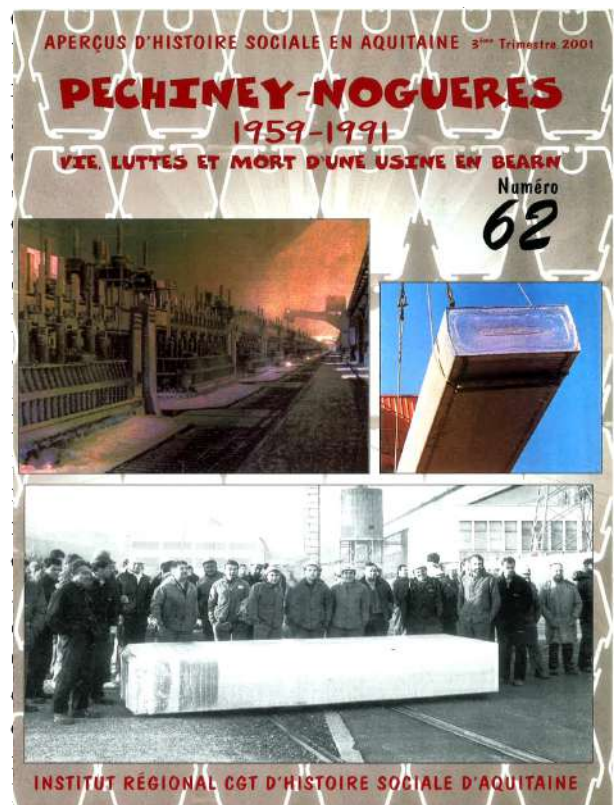
recevoir cette nouvelle génération de cuves. Nous y avons cru.

RESTRUCTURATION DE PECHINEY

Et puis Mitterrand, Mauroy et Georges Besse le nouveau PDG, sont allés au Canada pour signer un contrat avec le gouvernement Canadien et réaliser une usine avec cette technologie. Péchiney y prenait part. Il y a eu aussi une extension de la production en Australie dans la même période.



La carte de la casse des années 80-90





INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE DES P.A BULLETIN N°16
Équipe Béarnaise Février 2004

Siège social : 27, rue Carrérot - 64000 Pau - Tél. 05 59 27 13 21 - Association loi 1901

11 et 12 mars 2004
43^{ème} congrès de
l'Union Départementale CGT
des Pyrénées-Atlantiques
à Biarritz :
Un siècle de
syndicalisme confédéré
dans notre département

1^{er} partie : 1903/1918

- Le 1^{er} mars 1903 au congrès de Bayonne est créé « L'Union des Syndicats Confédérés de l'Adour ». Secrétaire Dupont F.
- 1903 – création de « la bourse du travail de Bayonne » animée par : Cazaux, cordonnier ; Etchegaray, ébéniste ; Mail Pierre, charpentier ; Sarrat Urbain, typographe ...
- 3 décembre 1911 à Pau, 1^{er} congrès de « l'Union Départementale CGT des Basses Pyrénées ». Secrétaire Castagnède Claude, menuisier, trésorier de la bourse de Bayonne et gérant de « l'Action Syndicale », mensuel des syndicats ouvriers des Basses Pyrénées. Trésorier Mandagaran, sculpteur, de Bayonne, secrétaire de la bourse en 1913.

Si les syndicats se confédèrent localement, c'est donc qu'il y avait des syndicats, notamment le meuble, le bâtiment, les cheminots, les dockers, la « chambre syndicale des métallurgistes de Boucau/Tarnos » fondé en 1897 par les frères Maxime et Joachim Perrin.

Les forges de l'Adour, seule grande concentration ouvrière de notre région seront jusqu'au congrès de réunification de 1945 à Dax le pivot des syndi-

16 avril 2004
Assemblée Générale
de notre Institut
CGT d'Histoire Sociale
Complexe République
7^e étage - Pau

AGENDA

9 mars 2004 :
A l'appel de l'USR-CGT, rassemblement devant la chambre patronale (25 bis rue Louis Barthou) à 14h00.

25 mars au 30 mai 2004 :
Bibliothèque de Pau; Exposition : la main d'œuvre immigrée en Béarn : des Brigades Internationales à la Résistance. Vernissage le 1^{er} avril à 18h. Association Carl Einstein

8 et 9 avril :
congrès de l'UL CGT de Pau au Palais Beaumont

APPEL AUX DETENEURS DE VIEUX FILMS
Il existe dans les cartons, les tiroirs, les greniers, de vieux films qui parlent de luttes. Quel que soit leur format, super 8, 8 analogique ou VHS, on peut les récupérer avec la technologie numérique pour les retravailler, les sonoriser, les présenter, y intégrer des témoignages vivants pour en faire des films présentables, des réalisations quasi professionnelles. Nous lançons un appel à tous ceux qui ont quelque part de vieux films, soit pour les céder à l'Institut, soit pour les prêter. Si certains d'entre vous ont des idées sur des scénarios pour des films, nous sommes preneurs. Et bien sûr nous accueillons avec plaisir ceux qui voudraient participer à cette activité.

100 ans de la CGT
dans les Pyrénées
Atlantiques



1904



2004



les vidéos de l'Institut CGT d'Histoire Sociale des Pyrénées Atlantiques



Bulletin spécial congrès de l'Union Départementale donné aux participants, montrant la présence de la CGT, et des biographies de militants depuis 1904.



1903 - 2004
« Film évoquant la
vie de la CGT en
Basses Pyrénées,
(devenues
Pyrénées
Atlantiques),
réalisé par l'équipe
de l'IHS 64, sera
présenté aux
congressistes lors
de la soirée
festive »

Soirée festive où sont présents et interviennent les secrétaires d'Union Départementale depuis 1947.
De gauche à droite : Roger Etchegaray, secrétaire de l'Union Locale de Bayonne et de l'Union Départementale (1947/1954) - Antoine Rodriguez, secrétaire général (1952/1969) - 1^{er} régional (1969/1982) - 1^{er} président de l'IHS Aquitaine - Jean Pothon, secrétaire général (1983/2013) - Gérald Brocco secrétaire général (1993/2004)
Présent par une allocution filmée Georges Recq secrétaire général (1954/1969)

La Charte d'Amiens

Le 26 mai 2004, à l'occasion des journées d'études des instituts, Danielle Tartakowsky a présenté une conférence sur la Charte d'Amiens. Nous donnons à lire, ci-après, une synthèse de cette conférence rédigée à partir des notes prises en séance.

Le IX^{ème} Congrès de la CGT s'est déroulé à Amiens du 8 au 14 octobre 1906. La motion **Griffuelhes** (qui entrera dans l'histoire sous l'appellation 'Charte d'Amiens') a été adoptée en réponse à la motion présentée par **Victor Renard**, secrétaire de la Fédération du textile et militant guesdiste. Elle présente un caractère défensif face à ce qui est perçu comme une double menace.

Une double menace

La majorité de la CGT s'est opposée au ministérialisme de Millerand(1) dont elle rejetait les projets qui visaient à étendre la capacité légale des syndicats et préconisaient l'arbitrage obligatoire.

Griffuelhes y revient très vivement dans le Congrès en dénonçant ce qu'il qualifie de tentative pour *domestiquer* le syndicat et en déclarant : *Il y a toujours des tentatives pour attirer au pouvoir les syndicats, et c'est cela qui empêche l'unité morale.* Il s'attaque à Keufer (du Livre) et à ceux des syndicalistes qui avaient publié une déclaration de soutien à Millerand en se réclamant de leur qualité de secré-

taires d'organisations.

Pourtant, quand s'ouvre le Congrès, cette menace a disparu au profit d'une autre. Le Cabinet Sarrien (14 mars 1906-19 octobre 1906) dans lequel Clémenceau occupe le poste de ministre de l'Intérieur développe une politique répressive à l'égard des grèves en même temps qu'il entend amorcer une législation sociale. Cette orientation est perçue comme un risque permanent. La seconde menace, plus immédiate, s'exprime par l'offensive Renard. En avril 1905 s'est constituée la SFIO. Celle-ci tente de construire des liens avec le mouvement syndical en s'inspirant du modèle qui prévaut en Allemagne et d'expériences à

l'oeuvre dans les municipalités socialistes (Renard est du Nord, de Roubaix, où des liens étroits sont noués entre élus socialistes et syndicalistes).

Le tout récent vote de la loi sur le repos hebdomadaire le fait que Millerand n'occupe plus depuis quatre ans de poste ministériel et l'unité des courants socialistes enfin réalisée, paraît autoriser la motion Renard (en amplifiant par là même ce qui est perçu comme un danger). Cette double menace ressentie va permettre à une coalition contradictoire de l'emporter sur le texte qui s'impose sous l'intitulé de Charte d'Amiens. *(suite page 5)*

Motion Renard

Considérant qu'il y a lieu de ne pas se désintéresser des lois ayant pour but d'établir une législation protectrice du travail qui améliorerait la condition sociale du prolétariat et perfectionnerait ainsi les moyens de lutte contre la classe capitaliste ;

le Congrès invite les syndiqués à user des moyens qui sont à leur disposition en dehors de l'organisation syndicale afin d'empêcher d'arriver au pouvoir législatif les adversaires d'une législation sociale protectrice des travailleurs. Considérant que les élus du parti socialiste ont toujours proposé et voté les lois ayant pour objectif l'amélioration de la condition de la classe ouvrière ainsi que son affranchissement définitif; Que tout en poursuivant l'amélioration et l'affranchissement du prolétariat sur des terrains différents, il y a intérêt à ce que des relations s'établissent entre le Comité confédéral et le Comité national du Parti socialiste, par exemple pour la lutte à mener en faveur de la journée de huit heures, de l'extension du droit syndical aux douaniers, facteurs, instituteurs et autres fonctionnaires de l'État ; pour provoquer l'entente entre les nations et leurs gouvernements pour la réduction des heures de travail, l'interdiction du travail de nuit des travailleurs de tout sexe et de tout âge ; pour établir le minimum de salaires...

Le Congrès décide :

Le Comité confédéral est invité à s'entendre toutes les fois que les circonstances l'exigeront, soit par des délégations intermittentes ou permanentes avec le Conseil national du Parti socialiste pour faire plus facilement triompher ces principales réformes ouvrières.

Motion Griffuelhes

Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT.

La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... ; Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en oeuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :

Dans l'oeuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, L'augmentation des salaires... ;

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'oeuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ;

Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait de tous les travailleurs quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances philosophiques ou politiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors ; En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté, la transformation sociale.

Présence de l'Institut : lieux de mémoires, associations, salons du livre

22-23 Mai à Hendaye

Congrès départemental CGT des activités postales et téléphonique (PTT). Table de livres animée par Carmen Canton et exposition en 5 panneaux sur 1936.

16 au 19 mai



Rencontres des instituts à Mimizan (40). Participation de Jean-Claude Malé.

27 Mai au Camp de Gurs.



Plantation d'une pousse du chêne de Guernica. Il pérennise le lien entre le camps où furent internés les combattants de la République Espagnole et particulièrement ceux qui relevaient de la région

autonome d'Euskadi. C'est la première manifestation venue d'Espagne au Camps de Gurs depuis 1978, date de l'arrivée de la démocratie en Espagne.

En présence des représentants de l'exécutif d'euskadi, de la Région Aquitaine, des Pyrénées Atlantiques, de la République Française, le consul d'Espagne, les maires et élus du canton d'Oloron. Avec de nombreuses associations dont la mémoire Espagne Républicaine, FNDIRP, ANACR, IHS CGT 64, etc.

3 juin à Pau

Fête du journal « Démocratie » (PCF). Table de livres animée par J.C. Malé et J. Dusser et exposition 1936.

10 juin au col de Marie Blanque à Billhère en Ossau



Inauguration d'un monument en hommage aux « Guerilleros Républicains Espagnols » tombés en ces lieux en juillet 1944 au service de la libération de la France. En présence des autorités civiles et militaires.

De nombreux drapeaux, une nombreuse assistance, des représentants de nombreuses associations.

Cérémonie sous l'impulsion de l'ANACR et des amis de la résistance Pau, Béarn Soule à laquelle participe l'IHS CGT 64.

14 juin à Jurançon

Exposition « Affiches de la République Espagnole » par Mémoire de l'Espagne Républicaine. Conférences, diaporama.



18 juin à la stèle Jean Moulin

Cérémonie boulevard du corps franc Pommies à Pau. ANACR, ACFP. Autorités civiles et militaires.

22-23 juin à Boucau

Congrès de l'Union Locale CGT de Bayonne. Table de livres IHS CGT 64 animée par Claude Graciet et exposition en 5 panneaux sur 1936.

14-15 octobre

Salon du Livre à Orthez. Bonne participation en présence de J.C Malé, J. Dusser et M. Beccereau de l'Institut d'Aquitaine.

La plupart des militants de l'IHS64 adhéraient aux organisations CGT mais aussi à des associations de mémoire : A.N.A.C.R. (Résistance), Amicale Camps de Gurs (camp de concentration de 1939-1945 en Pyrénées Atlantiques) : Didier Naude, Vice Président de l'ANACR, Amicale Gurs, IHS, décédé en 2004. Jacques Dusser, porte drapeau ANACR, Trésorier Adjoint de l'Amicale Gurs, bureau IHS. Jean-claude Malé, Adhérent ANACR, Amicale de Gurs, secrétaire Musée Résistance-Déportation (2008-2017) Président IHS (2000-2012). Ces engagements se complètent, et s'entraident, suivent MER (Mémoire Espagne Républicaine), l'Association Salon du livre de PAU...



MADAGASCAR : les répressions de 1947-1950

Malgré des protestations (voir ci-contre), la ville de Pau a décidé de baptiser un square « Pierre de Chevigné ». Dans ce numéro nous revenons sur cet épisode sanglant de l'histoire coloniale française.

« La grande île de Madagascar, très liée à l'Afrique, avait connu, au printemps 1947, un terrible drame. Il coûta de quatre-vingts à quatre-vingt-dix mille morts à une population d'environ six millions d'habitants. Ce fut un véritable massacre qui souleva une émotion considérable. [...]

Madagascar, royaume indépendant, avait été attaqué par la marine française le 8 février 1883. Majunga et Tamatave sont prises, mais Antananarivo, que les Français appellent Tananarive, reste inattaquable à l'intérieur des terres. C'est seulement le 10 septembre 1885 qu'une offensive est lancée sur l'arrière-pays de la capitale. Malgré une résistance très vive, le petit pays, épuisé, doit céder Diego-Suarez et payer une indemnité de guerre de dix millions de francs, somme énorme pour lui. Un résident général s'installe à Tananarive et, en dépit des promesses faites à la reine, s'empare de la réalité du pouvoir.

De plus, pour payer la rançon imposée, Madagascar doit emprunter... au *Comptoir d'escompte* de Paris et écraser d'impôts sans cesse plus lourds une population totalement ruinée. La résistance populaire, cepen-

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT 64
COMMUNIQUE DE PRESSE

Nous élevons une vive protestation contre la décision du conseil municipal de Pau de donner le nom de Pierre de Chevigné à une place de Pau, ainsi que sur le choix du lieu, la stèle de Jean Moulin, qui résistant a risqué sa vie, en tant que Préfet, pour ne pas entacher l'honneur des tirailleurs Africains. Il est l'honneur de l'administration française.

Pierre de Chevigné, fut nommé de 1948 à 1950, Haut Commissaire de la République à Madagascar, il porte à ce titre la lourde responsabilité de la répression qui s'abattit sur le peuple malgache et ses élus.

Le début de la répression s'était fait en 1947 sous l'autorité de Monsieur Marius Moutet, Ministre des colonies (SFIO) et du gouverneur général M. De Coppet (SFIO).

Ce type de réaction aux demandes de liberté des peuples, allait entraîner la France dans les dramatiques guerres d'Indochine et d'Algérie.

Ce choix contredit la position officielle de la France, exposé par le Président de la République Mr. Jacques Chirac lors de son récent voyage à Madagascar.

Nous avons exposé ces motifs verbalement en 2005 à Mr Yves Baradat, Maire adjoint, et par lettre à Mr André Labarère alors Maire de Pau et enfin le 18 juin 2007 à Mr Yves Urieta, Maire de Pau.

Nous appelons les personnes et associations à ne pas participer à l'inauguration prévue le 23 juin 2007.

Nous prendrons avec d'autres associations des initiatives pour informer la population.

Le Président de l'I.H.S. CGT 64

dant, ne cède pas. Les opérations de « pacification » se multiplient et les jeunes gens mobilisés par la France désertent en masse. En 1895, la route de la capitale est ouverte aux troupes colonialistes. A l'occupation militaire du général Galliéni succéderont une admi-

nistration oppressante et une exploitation forcenée. Une poignée de gros colons s'enrichit démesurément tandis que le peuple connaît une misère croissante. [...]



Institut CGT d'Histoire Sociale
des Pyrénées-Atlantiques

BULLETIN
N° 28
MAI 2008

Siège social : 27, rue Carrérot - 64000 PAU - Tél. 05 59 27 13 21 - Association loi 1901



« Le Mai 68 de la C.G.T. en France et à PAU »

Thème des rencontres :

« 1968 - 2008, d'un Mai à l'autre à Pau et en Pyrénées Atlantiques.

- Conditions de vie des jeunes ouvriers dans les années 60
- Des luttes sociales à Pau, dans les Basses Pyrénées
- Le rôle de l'organisation syndicale, l'engagement dans les luttes d'aujourd'hui

Des intervenants :

Raymond MÉRONI membre CGT du CES Aquitaine 1987 / 2007
Guy MAHÉROU en 68 secrétaire de l'U.L. CGT de PAU et Syndicat BTP
Jean Pothon en 68 secrétaire CGT Aquitaine Chimie, futur secrétaire U.D. 64
Jean-Claude MALÉ président de l'Institut CGT d'Histoire Sociale des P.A.
Jean-Michel CAZALET secrétaire de l'Union locale des syndicats CGT de Pau, des témoins de l'époque.

17 heures, accueil des invités, vernissage de l'exposition

18 heures Ouverture des débats

20 heures : Pot fraternel

Entrée gratuite

A Bayonne, Bourse du travail.

Vendredi 20 Juin 2008

De 17 à 21 h

A PAU (bureau : voir article colonne de droite) Très belle soirée pour ce 40ème anniversaire de Mai 1968 : bien des acteurs CGT étaient encore là. Fort engagement de l'Union Locale de Pau, par l'achat de l'exposition de 20 panneaux de l'IHS Nationale, le financement de 5 panneaux créés par l'IHS 64, une forte mobilisation militante, un beau buffet. Notre IHS assure l'organisation du débat très riche, filmé par Claude Larrodé.

À l'initiative de l'IHS 64 et de l'UL de Bayonne, militants et population étaient conviés à une soirée-débat et au vernissage d'une remarquable exposition sur les événements qui marquèrent durablement le mouvement social au delà même de notre pays.

Présentation.

- Le contexte international et national au plan économique, politique, syndical et revendicatif par Claude Graciet (IHS 64)
- Les luttes ouvrières en Mai 1968 dans l'agglomération Bayonnaise par Jean Serre Co-auteur d'une brochure IHS sur ce thème

Deux heures d'un riche échange avec de nombreux témoignages d'acteurs de ces luttes.

Alain Duzert secrétaire de l'UL de Bayonne clôture les interventions sur les perspectives d'avenir.

Union Locale de Bayonne
Bourse du Travail - Place Ste Ursule - 64100 BAYONNE
☎ 05-59-04-04 - ☎ 05-59-05-47-23 - ✉ ulcgt.bayonne@wanadoo.fr

1968 - 2008
Un mois de Mai
Très Occupé à
Bayonne comme
Partout Ailleurs.

INVITATION

Soirée débat
20 juin 2008, à 18 h 00
Débat animé par: Claude Graciet IHS CGT 64 et Alain Duzert, animateur de l'U.L. CGT.
Nombreux témoignages de militants de Mai 68: Jean Serres, Jacques Soterias, Georges Menaut, etc
20h00: pot fraternel.

17h30 Vernissage de l'exposition
Ouverte au public le 20 et 21 juin 2008

Centre Municipal de Réunion - Salle RDC -
Place St Ursule - BAYONNE

SPECIAL RETRAITES

La retraite : de la charité à la retraite des morts ! ⁽¹⁾

Aucune avancée sociale n'a été spontanée ou effet de générosité.

1° De la charité à la solidarité en passant par l'assistance :

De tout temps paysans et ouvriers ont dû se mobiliser pour conquérir, conserver ou améliorer les droits et acquis sociaux.

Passer du stade de la charité publique au droit à l'assistance puis à l'affirmation du droit à la solidarité s'est toujours posé en termes de rapports de forces.

La bourgeoisie n'est jamais généreuse ou partageuse. Si lors de la révolution de 1789 elle a avancé sur l'idée que le «travail» devait être une valeur porteuse de droit, c'est plus par opportunisme que par un effet de bonté !

Sous la féodalité, le paysan travaillait de l'enfance jusqu'à l'extrême limite de ses forces. Le noble, le négociant, le gros fermier et le bourgeois assuraient leurs vieux jours avec de confortables revenus. Pour les autres c'était le dénuement, le délabrement physique, la misère. La survie dépendait de la famille, de la charité, des œuvres de bienfaisance animées par les religieux sous l'autorité royale.

Durant le siècle qui suit la révolution le mouvement ouvrier va se construire, apprendre à s'organiser, s'unir revendiquer. Dès lors, il obtiendra, au gré des rapports de forces politiques et sociales, des droits à l'assistance et non plus à la charité.

Sous la pression, des textes novateurs seront promulgués. Leur portée réelle se heurtera au manque de moyens accordés, aux engagements non tenus et à la volonté du patronat d'asseoir sa toute puissance.

Des textes importants marqueront le siècle. Le mouvement mutualiste se développera et servira de base au mouvement syndical.

La classe ouvrière gagnera en force et cohésion, des

droits seront acquis (s'organiser, faire grève). L'aspiration à l'unité se concrétisera en 1895 à Limoges par la réunion des Bourses du Travail et des Fédérations des métiers en une seule organisation : **La Confédération Générale du Travail.**

Les conditions de travail épouvantables et les salaires de misère sont en tête des préoccupations mais la question des retraites est inscrite dans le programme adopté par les délégués (*une caisse de retraite garantie par l'État*). La retraite devient ainsi un des axes de la nouvelle organisation de lutte de classe.

2° De la solidarité à la retraite des morts ou de Bismark à Sarkozy !

A l'aube du XXIème siècle les pays d'Europe vont observer attentivement une expérience. Elle prendra valeur d'exemple. **Bismark**, homme d'État d'Allemagne institue une retraite obligatoire et une assurance contre la maladie et les accidents. La générosité n'est qu'apparente car la mesure est surtout destinée à calmer la classe ouvrière et l'empêcher de rejoindre les rangs des sociaux démocrates.

La petite histoire nous dit qu'avant de se décider et légiférer il aurait pris l'avis de ses conseillers sur : l'âge à fixer pour l'ouverture des droits à la retraite afin que l'état paye le moins possible !

L'expérience et la méthode ont fait école.

En 1905 et 1910 le gouvernement français publiera des lois sur les retraites ouvrières et paysannes.

(suite Page 2)

NAY EN BÉARN

JUILLET 1937 A JUIN 1938

CONFLIT DANS L'INDUSTRIE TEXTILE

Il touche 6 usines, 800 ouvriers/ères

CHRONOLOGIE :

8 JUIN 1936 : Accords Matignon

Novembre 1936 : les patrons des industries textiles, hostiles aux accords Matignon se retirent de la Confédération Patronale

Janvier 1937 : l'Union Départementale CGT demande une convention collective départementale, puis sur Nay. Création de l'Union du Textile Béarnais (patrons de la région de Nay), affiliée à la Fédération Interpro-S-O (FISO). Refus de discuter de la convention collective.

4 mai 1937 : après 4 mois de tentatives de négociations, un arbitre nommé par la Préfecture aboutit à une sentence subarbitrale « CASTEX » : convention collective, augmentation des salaires de 12,5 % au 1^{er} janvier 1937 (sur la base de l'indice officiel).

Refusant d'appliquer la sentence, les patrons des 6 usines décident de fermer les entreprises.

C'est le lock-out du 20 juillet 1937.

Les fermetures s'étendent du 15 au 22 juillet 1937. Les employeurs prétendent réembaucher individuellement les ouvriers et ouvrières, à condition qu'ils renoncent au bénéfice de l'arbitrage « CASTEX ».

Les travailleurs, avec leur syndicat CGT s'organisent en piquet de lock-out nuit et jour devant les usines avec relève midi et soir en défilant dans la ville et en se rassemblant Place de la Mairie. Leur mouvement est soutenu par le Maire et le Conseil Municipal.

Pendant 8 mois, ce sera le face à face entre des patrons refusant toute négociation, des travailleurs déterminés à faire valoir leurs droits et d'autres, soumis à la domination patronale.

(Voir le livre de A. Narritsens « Nay en Béarn » en bibliothèque (épuisé))



Sortie de crise :

22 octobre 1937 : premier accord CGT-Usine Blancq-Junquet à Mirepex, sur la base de la sentence subarbitrale.

19 mars 1938 : Accord C.G.T.-Blancq-Olibet (400 salariés), suivi de l'usine Pédaret.

14^{ème} Congrès régional Textile CGT à Nay. Journée de solidarité à Mauléon.

25 mars 1938 : signature pour les 3 usines « Textile des Pyrénées »/CGT/SPF. Accord moins favorable aux ouvriers peu mobilisés.

Mai 1938 : fermeture de l'Usine Berchon

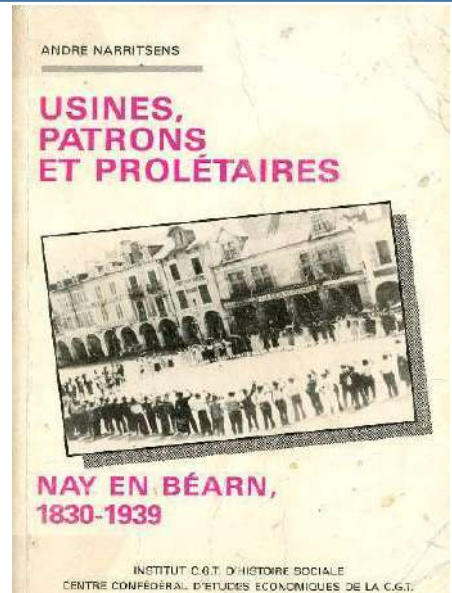
1939/1940 : Triomphe de l'esprit de revanche du patronat Nayais !

Extrait du bulletin IHS CGT 64
n° 26 de septembre 2007

Appel à témoignages...

LA RÉGION DE NAY EN 1937 ET 1938 : une intense lutte sociale oppose les ouvrières et les ouvriers du textile au patronat local, qui, pour ne pas appliquer les conventions collectives, décida de fermer les usines. Les travailleurs eurent gain de cause, les patrons prirent leur revanche grâce au régime de Vichy. L'évènement éclaira les travailleurs sur la nature du régime mis en place par Pétain et explique en partie l'engagement rapide dans la résistance de la région Nayaise.

Nous souhaitons marquer cet anniversaire par des manifestations culturelles sur NAY en 2007 ou 2008. Nous faisons appel aux bonnes volontés pour constituer rapidement un groupe de préparation.



ANDRÉ NARRITSENS

Résistances

NAY-EN-BÉARN
(1939-1944)

PRÉFACE DE GEORGES FICHON

Le samedi 27 octobre 2007 Nay : de 14h à 19h défilé costumé en ville, grande fête, conférence, expo, buvette, en l'honneur des luttes ouvrières de 1937-38 CGT, UL, Turboméca, cheminots, IHS CGT 64, Associations locales.



2015 Nay
Conférence de
présentation
d'André Narritsens
de son
Livre Résistances »
NAY en Béarn
conclusion de 40 ans
d'accumulation de
recherches et
rencontres
éd. IHS CGT 64

Dassault Anglet

Alain
NARBEY¹



De Latécoère à Breguet, des hydravions aux Falcons

La société Latécoère basée à Toulouse qui, après la guerre de 1914, a créé « l'Aéropostale », une des plus célèbre et emblématique ligne de transport desservant l'Afrique du Nord, puis l'Afrique

noire jusqu'à Dakar où le courrier s'embarquait à bord de navires pour l'Amérique du Sud, décide dans les années trente de construire des hydravions pour traverser l'Atlantique.

Dans un premier temps, la société s'implante en 1931 à Biscarrosse, sur l'étang, pour assembler ses hydravions géants. Lors des nationalisations de 1936-1937, les sociétés Latécoère et Breguet ne sont pas concernées, car travaillant essentiellement sur des avions et hydravions civils pour les lignes aériennes naissantes.



Breguet deux ponts et Breguet Alizé à l'atelier de Parme dans les années soixante.

En 1936-1937, Latécoère, toujours à la recherche d'espaces près de la mer, implante un atelier à Anglet, près de Bayonne, pour mettre en œuvre les gros hydravions Laté 521 et 523. Breguet, dans son usine du Havre, travaille sur des hydravions aussi. En 1939, Latécoère et Breguet s'associent et forment la Société Méridionale Aéronautique employant plus de 1 300 salariés entre Toulouse, Biscarrosse et Anglet qui s'est agrandie. Mais rapidement, en 1940, les associés se séparent et l'usine d'Anglet reste la propriété de Louis Breguet.

Après la débâcle de juin 1940, l'usine est située en zone occupée par les Allemands. L'entreprise doit travailler, tout comme la SNCASO de Bordeaux, sur les Focke-Wulf FW 189 tout en se diversifiant sur diverses productions non aéronautiques. En 1942, après des accords entre l'Allemagne et le gouvernement de Vichy qui a opté pour la collaboration, les Allemands mettent en chantier deux avions civils de transport Blohm pour la Lufthansa. Une école d'apprentissage est

ouverte et l'usine travaille discrètement sur le Br 482.

Après guerre, la reprise est difficile et l'usine travaille surtout en sous-traitance pour Latécoère qui a repris la fabrication de ses hydravions géants (Laté 631) ou pour l'aviation légère, tels les planeurs Br 900.

Reprenant un vieux rêve d'avion géant, Breguet, après une dizaine d'années d'études, construit un des premiers avions-cargos du monde, le fameux BR 763 deux ponts, appareil commercial mais largement sous-motorisé ; Air France ne commande que 12 appareils, le surcoût unitaire fut désastreux et, faute d'autres programmes de série, la société se trouva au bord de la faillite. En avril 1953, le conseil d'administration démissionna et un administrateur provisoire fut nommé. Fin 1954, Sylvain Floirat, qui a fait fortune en Indochine, investit dans la société et en devient PDG, Louis Breguet devant rester responsable technique ; mais six mois plus tard, affaibli par les péripéties de sa société, il décède en mai 1955. Il avait 75 ans et tout un passé aéronautique brillant.

En 1959 l'État français restructure l'aéronautique. A Sud-Aviation les avions civils (Caravelle), à Dassault les avions de combat (Mystère, Mirage). Breguet se spécialisera dans l'aviation militaire aéro-maritime tels que les patrouilleurs de lutte anti-sous-marine pour l'OTAN et la fabrication en série des avions embarqués Alizé, dont le montage et les essais seront réalisés à Parme.

aperçus d'Histoire sociale

1^{er} trimestre 2010

EN AQUITAINE

numéro
96

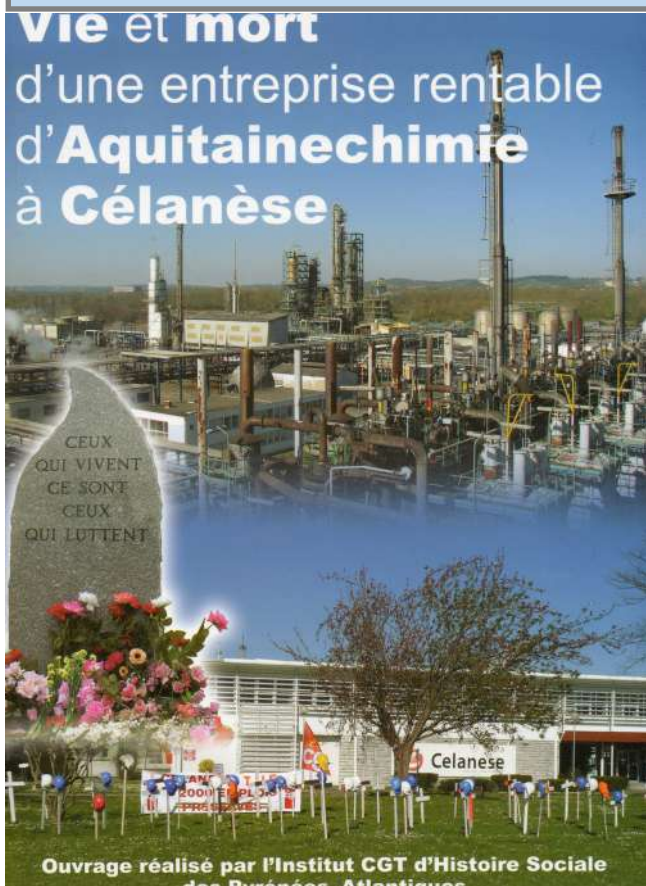
100 ans d'aviation en Aquitaine



Histoire - Usines - Productions - Salariés
Syndicalisme - Luites

1. Retraité de Dassault Anglet.

Album « Vie et mort d'une entreprise rentable d'Aquitaine Chimie à Célanèse »



1961 - 2009

Luttes de janvier à novembre 2009 : les salariés soutenus par les élus locaux, la population, s'opposent à la liquidation de l'outil industriel, en continuant de produire.

Cette épopée est l'occasion de concrétiser notre activité d'éditeur : IHS CGT 64



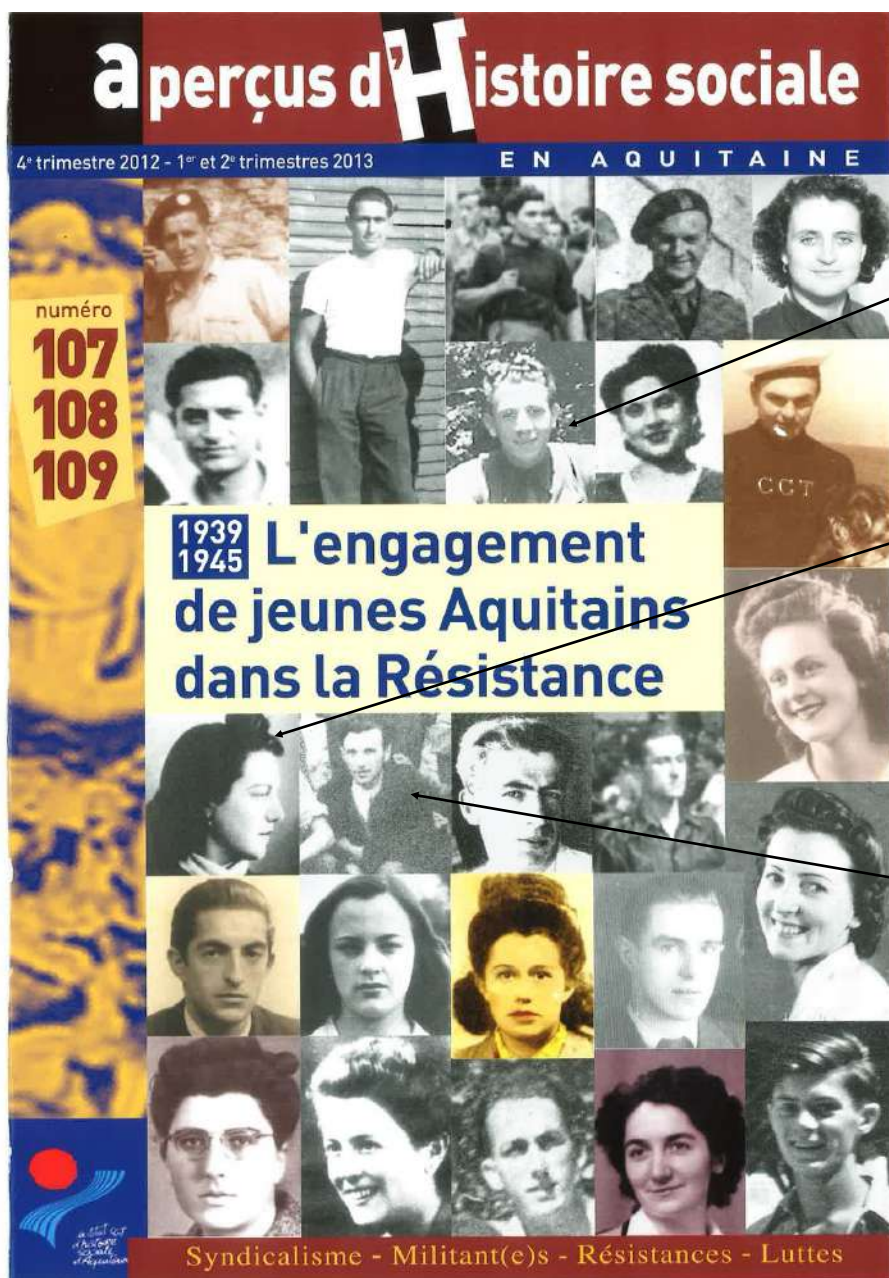
L'annonce de la fermeture : difficile de prendre la parole en voyant les têtes baissées, le regard triste et humide, l'incompréhension qui se lit sur les visages.



Le 23 avril 2011 à Mourenx
devant la « Maison de Pays » inauguration de la stèle
déplacée de l'usine détruite en présence des maires,
de la population et des syndicalistes.



Ci-contre, salon du livre à Orthez en 2011.
De gauche à droite : Alain Masse (CGT Célanèse),
Jean Pothon (CGT Aquitaine Chimie Célanèse, ex
secrétaire U.D., IHS CGT 64) J.C.Malé, J. Dusser,
C. Rabier, A. Garcia (IHS CGT 64)



André Latusque de Pau, à Biarritz en 1941 réfractaire à la réquisition « TOD » 1942 FTPF, 1944 « Corps Franc Pommies » saboteur, interné.

Carmen Blacso : résistante, agent de liaison des guérilleros, avec son frère Lucien volontaire en Espagne républicaine à 17 ans, résistant, liaison des groupes résistants.

Pierre Langla appelé à 21 ans en 1937 - libéré et remobilisé en 1939 - garde au « Camp de Gurs » - mai 1940 combat au front, prisonnier, évadé, camp de concentration rentré en mai 1945.

Cette revue s'étend sur trois numéros, devant la quantité et la qualité d'articles reçus.

Dès leur création, les Instituts CGT d'Histoire Sociale établiront des liens étroits avec les structures liées à cette période, pour donner aux générations d'aujourd'hui des éléments de connaissance sur l'engagement des jeunes dans la Résistance.

Le plan a été de montrer la jeunesse et la diversité des formes de résistance dans les cinq départements d'Aquitaine, en zone occupée ou non, jusqu'en novembre 1942.

Résistance « politique », réorganisation, tracts, journaux, réseaux, évasions, passages de la ligne de démarcation d'Espagne, espionnage, renseignements, sabotages, lutte armée, accueil et aide aux pourchassés juifs, antifascistes, réfractaires du STO. Démasquer la collaboration, préparer la libération. Le sud-ouest s'est libéré sans l'apport d'armées alliées, les structures civiles se sont établies dès le départ des Allemands...

Dans les cinq instituts, les liens ont été forts avec les associations de mémoire de la Résistance, les musées, la recherche de biographies pour le « Maitron » (Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier Français, consultable gratuitement sur internet).

CODE DU TRAVAIL « UNE LONGUE CONSTRUCTION »

Si vous voulez vous procurer la dernière EDITION DU CODE DU TRAVAIL 2012 (avec les commentaires), il vous en coûtera dans le commerce 60€ au 14.01.2013.

Quand vous le consultez, la codification réalisée avec les différentes références est impressionnante.

Les militants de la CGT, à force de le consulter, savent que son contenu peut être favorable aux Travailleurs, mais également, dans certains cas, très restrictif.

Le **CODE DU TRAVAIL « est un corps vivant »** par ordonnances et par la loi, il peut être modifié. Il est le résultat d'un rapport de forces entre le monde du Travail et le Patronat (reculs sociaux imposés avec la complaisance des gouvernements favorables au Patronat).

- Soit le contenu s'améliore pour les travailleurs :

. Après la fin de la Seconde Guerre Mondiale : applications du programme du Conseil National de la Résistance ;

. 1945 : ordonnance du 22 Février, création des Comités d'Entreprises ;

. Loi de Janvier 1970 : instauration du Salaire Minimum Interprofessionnel ;

. 1998, en Mai, adoption de la première loi sur les 35 H.

- Soit il est en recul, avec des mesures restrictives :

. A dater de 2002, la mise en cause des droits et protections sociales s'accroît.

. Augmentation des annuités pour le départ à la Retraite ;

. Recul de l'âge de la Retraite ;

. 2013 : en ce moment un grand recul se prépare, Flexibilité, Mobilité, Temps de Travail, Baisse des salaires sous prétexte de la crise,

- **L'ALERTE EST LANCEE!**

**NOS EDITIONS DE L' INSTITUT CGT
D'HISTOIRE SOCIALE**

Revue d'APERCUS d'HISTOIRE et les CAHIERS nous permettent, grâce aux différents articles, d'examiner l'évolution du CODE DU TRAVAIL (voir ci-dessous quelques références).

**CAHIER N° 123 SEPT 2012 (Page 6 à 11) :
ETUDE 1791-1884 Les Travailleurs tenus en
lisière**

Durant cette période ils ont été privés du droit de se coaliser, voir Tableau Page 10, les évolutions législatives concernant le délit de coalition 1803 à 1864 (fortes peines de prison et amendes).

Ce qui prime c'est l'idée que l'autorité patronale relève de l'ordre naturel.

CODE CIVIL : exemple : au sujet des salaires le patron est cru sur parole, s'il y a litige l'ouvrier doit porter les preuves de ses affirmations.

Tout au long de cette période, l'idée de réforme sociale n'est pas étouffée dans la conscience des Travailleurs.

Le Patronat avec les différents régimes qui se sont succédés tentera d'éradiquer toute mobilisation ouvrière afin de faire obstacle à la reconnaissance du droit de coalition.

Le 21 Mars 1884 un texte est adopté dans le sens de l'autorisation de la coalition ouvrière.

Mais il faut attendre la Loi du 12 Mars 1920 qui regroupe les jurisprudences antérieures pour faire du Syndicat le dépositaire de l'intérêt collectif de la profession qu'il représente.

Collecter, Classer, Contrôler, Communiquer

L'introduction (J. Lavie) pose l'objectif : « *Gagner syndicats et militants à un intérêt pour l'histoire et aider chacun à porter l'attention nécessaire à la constitution d'archives.* » **Sans archives , vérifiables, contrôlables, on n'écrit pas l'histoire (que l'on soit historien universitaire ou militant autodidacte), au mieux on transmet ses mémoires ou celles des autres.**

En page 10, sous le titre : « *Pays Basque, les archives toute une histoire* » un article apporte la preuve que nous sommes « *tous capables de travailler sur les archives* » A partir d'un savoir-faire minimum acquis lors d'une journée de « *sensibilisation et étude* » organisée, par l'IHS 64 avec le concours de l'IHSA*, à Bayonne en 2009 (12 participants-tes) un groupe de travail s'est lancé

dans une aventure osée, au vu de l'état des archives de l'UL. Le collectif visera celles des cheminots et de l'UL. L'expérience venue de la pratique et dans la durée se concrétisera de manière efficace : par exemple 1422 dossiers du secteur juridique, classés et répertoriés !

**Participation de Mauricette Laprie archiviste, membre de l'IHSA et de Pierre Auzereau Président*



Apprendre pour entreprendre cela sera aussi la motivation pour celles et ceux qui participeront à une nouvelle journée d'étude organisée en 2013 sur le secteur Béarn (voir article page 21)



***Et pour vous, les archives, c'est aussi un problème, un souci ?
Besoin de conseils, d'aide, d'apprendre :
pour classer, contrôler, ranger...faire de la place ? Contactez-nous !***

Ambiance studieuse !

CGT - INSTITUT
d' HISTOIRE SOCIALE

ihS 64

Association loi 1901
Siège social : 27 rue Carrérot
64000 PAU
Tél. : 05 59 27 13 21
ihscgt64@orange.fr

BULLETIN
N° 55
DECEMBRE 2016

Editorial : « *S'indigner ne suffit pas, il faut aussi résister* », disait-il

Georges Séguy, ancien secrétaire général de la CGT (1967-1982) et fondateur de l'Institut CGT d'Histoire (1982) nous a quittés. Georges, né en 1927 s'engagea, dès 1942, avec un courage extraordinaire, dans la lutte pour la libération et l'indépendance de la France et le combat pour une société plus juste et plus humaine. Il participera activement à la résistance contre l'envahisseur. Dénoncé et arrêté en 1944 il sera déporté au camp de Mauthausen. **Il avait tout juste dix-sept ans !** Libéré en 1945, il entre à la SNCF, poursuit son engagement, prend des responsabilités syndicales à la CGT et politiques au PCF. En 1967, il succédera à Benoît Frachon comme Secrétaire Général de la CGT. Il quittera cette responsabilité en 1978, mais il restera, jusqu'à la fin de sa vie, un homme en permanence engagé, au service de la classe ouvrière.

Dès 1982, animé par le souci de donner aux militants (et bien au-delà) une meilleure connaissance de la CGT, de l'histoire du mouvement social et des questions auxquelles il a fallu faire



face, il sera à l'initiative de la fondation de l'**Institut CGT d'histoire sociale**. Il estimait indispensable de donner à connaître les réponses apportées, les erreurs commises mais aussi les succès remportés. Cette part d'histoire devait, selon lui, permettre la réflexion et la compréhension du monde d'aujourd'hui par les militants. Jusqu'à ses derniers jours, il contribuera activement à enrichir, par ses réflexions et sa participation à de multiples initiatives, l'activité de cet Institut.

La lecture des hommages présentés dans ce bulletin, permettra d'apprendre, ou mieux connaître cet homme chaleureux, à l'écoute des militants (notamment les plus jeunes), son apport à l'histoire, aux luttes, aux combats pour le progrès social et l'avènement d'une autre société. Ces hommages sont extraits de la revue de l'IHS national « **Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale** » De

nombreux ouvrages sont aussi disponibles (1)**C. Graciet**

(1) Connaître l'Histoire, notre histoire, celle de nos luttes est possible par adhésion à l'IHS 64 et en s'abonnant aux revues proposées. Cela peut-être aussi une idée de cadeau utile en cette fin d'année.

Claude GRACIET

En Basses-Pyrénées, un combat dès la naissance !

POUR les Basses-Pyrénées, le choix de société du refus du profit pour une minorité en faveur du partage équitable de richesse pour l'ensemble de la population, porté par les forces de la Résistance et acté par le Conseil national de la Résistance en 1944, sera aussi celui d'une réponse de proximité aux besoins des assurés. Deux caisses de Sécurité sociale sont créées, à Pau et à Bayonne (qui comprend le canton landais de Saint-Martin-de-Seignanx). La mise en application d'une œuvre gigantesque et irremplaçable, gérée par et pour les assurés, sera l'œuvre des militants du terrain.

Mesurons l'ampleur du défi : une économie exsangue, un appareil productif dévasté. Imaginons l'état de la force de travail à la sortie des camps et des privations, après cinq années d'occupation ! Les besoins étaient énormes en matière de soins, d'aide à l'enfance, de solidarité inter-générationnelle, etc. Le rapport de force a permis d'imposer une institution capable d'y répondre. Falloit le faire ! Ils l'ont fait ! Nous en puisons le témoignage dans les rapports présentés lors de plusieurs congrès de l'Union départementale des syndicats confédérés CGT des Basses-Pyrénées.

Les forces conservatrices n'auront de cesse d'en réduire les avancées. Le patronat n'admettra jamais la perte totale du secteur de la protection sociale. Il se trouvait amputé d'une partie de ses moyens de domination idéologique et économique. Cela restreint son champ d'investissement des capitaux privés.

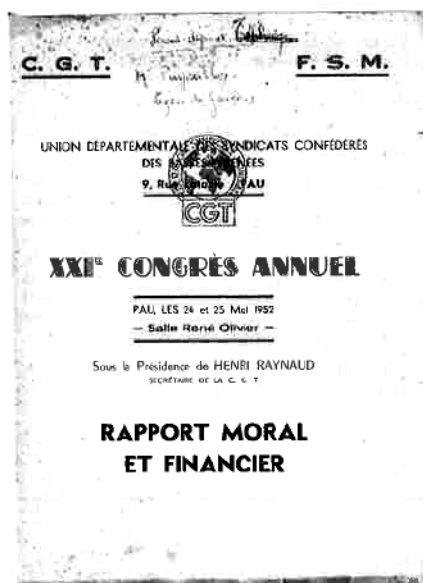
Mais prenons l'histoire de « la Sécu » dans les Basses-Pyrénées à

Cet article a été rédigé grâce aux travaux de recherches des équipes de l'IHS-64 à Pau et à Bayonne.

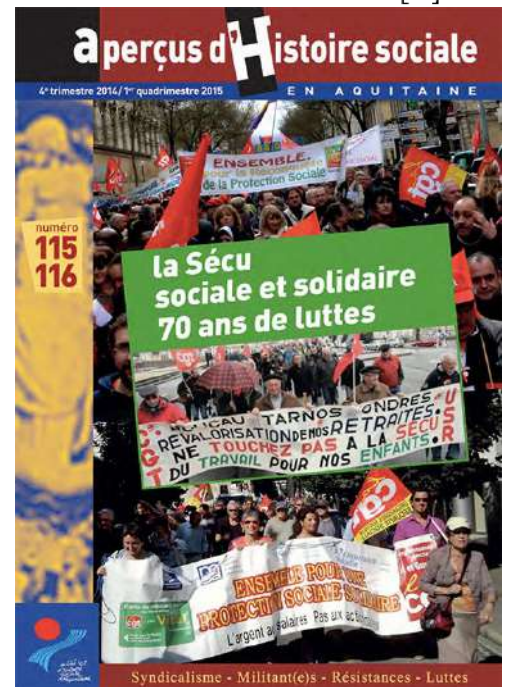
son début. « Conformément à l'ordonnance du 4 octobre 1945, nous avons été appelés à désigner nos représentants au conseil d'administration des caisses primaires de Sécurité sociale de Pau et Bayonne. [...] La CFTC, dans notre département, prit une position différente en ce qui concerne la participation à [leur] administration. En effet, à Bayonne, respectant les directives confédérales, la CFTC refuse de désigner ses représentants. [...] À Pau, par contre, mais n'y étant entrés que pour torpiller cette nouvelle réalisation, [...] le 8 juillet les administrateurs CFTC envoyèrent une lettre collective de démission. [...] Nous seuls prenions en charge la lourde responsabilité de la mise en application, [...] quand nous examinons le chemin parcouru dans ce domaine nous pouvons être fiers.

« Il est vrai que nous avons su placer pour diriger techniquement les caisses primaires, et toujours après un accord unanime, un personnel de direction compétent qui nous a aidés dans la réalisation de nos tâches. [...] Nous avons eu à unifier les mul-

(Archive IHS-CGT 33)



tiples caisses d'assurances sociales qui existaient sur le plan départemental, à reclasser le personnel, à nous intéresser de la question des locaux, à désigner nos représentants à la Caisse d'allocations familiales de la Caisse régionale de la Sécurité sociale et à orienter leur activité. [...]



À ce meeting assistèrent les directeurs des caisses allocations familiales et Sécurité sociale ».

« Au dernier congrès de l'Union départementale, dans son discours de clôture, le camarade Racamond² indiquait que notre camarade Raynaud [...] présenterait au nom du bureau confédéral un programme comportant, entre-autres, la gratuité complète des soins médicaux et des frais pharmaceutiques, la suppression d'avances aux médecins et pharmaciens, le recul à 60 ans de la retraite normale, et à 55 ans pour les femmes exerçant des métiers pénibles et des métiers insalubres.

« En ce qui concerne les allocations familiales, l'application intégrale de la loi Croizat du 22 août

« ... le prolétariat dans son ensemble commence à affirmer que ce n'est pas seulement dans les relations politiques des hommes, c'est aussi dans leurs relations économiques et sociales qu'il faut faire entrer la liberté vraie, l'égalité, la justice. Ce n'est pas seulement la cité, c'est l'atelier, c'est le travail, c'est la production, c'est la propriété qu'il veut organiser selon le type républicain. À un système qui divise et qui opprime, il entend substituer une vaste coopération sociale où tous les travailleurs de tout ordre, travailleurs de la main et travailleurs du cerveau, sous la direction de chefs librement élus par eux, administreront la production enfin organisée »

JEAN JAURES (1859-1914) « Discours à la jeunesse » ALBI 1903

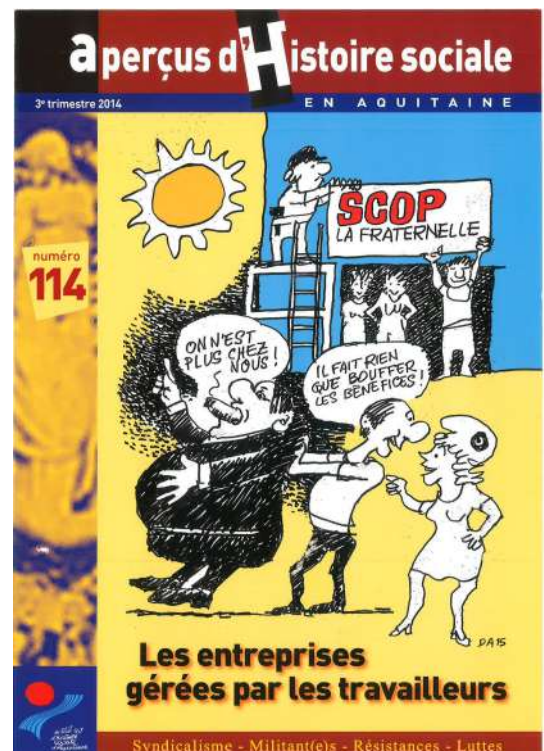
Extraits de la conclusion « ...Ce discours a 110 ans !... Peut-il encore « motiver » le salariat ?... Dès le début du 19^{ème} siècle, les ouvriers..., ont cherché à rassembler leurs forces pour agir. Ainsi naissent des associations, coopératives, mutuelles, syndicats, etc. Toutes ces expériences s'alimentent, se construisent aux conditions du moment. Elles constituent des marqueurs de la lutte des classes au fil des siècles... Celles vécues et/ou citées dans cette revue « **Aperçus** », sont puisées dans l'Histoire...et spécifiques à notre région... Elles ont des liens communs:

- **la volonté de ne pas subir** : les stratégies du capital, la dictature du profit, la destruction massive des activités productives, le déni de citoyenneté dans l'entreprise, etc.

- **La détermination** des salariés pour imposer des alternatives crédibles, gérer démocratiquement, faire fonctionner efficacement, développer les emplois, répartir les richesses produites autrement. »

Deux articles de J.R SANGLA militant CGT, directeur général jusqu'à 1996, Président du conseil jusqu'à 2006, PDG de la Scop SPM à Pau de 2006 à 2009 :

Rôle du syndicalisme CGT et des institutions représentatives (page 15) et La Scop paloise SPM, une expérience réussie depuis 1983...(page 28)



Des entreprises gérées par les salariés : utopie ? Stratégie revendicative à développer ? Oui, mais à deux conditions laisse entendre Jean Robert :

- **Le rôle des élus du personnel** : Ce serait donc une erreur de penser que le rôle des élus du personnel disparaîtrait et n'aurait pas de raison d'être dans la Scop.
- **Le rôle de la CGT** : l'absence de l'apport de l'organisation syndicale CGT, à mon sens, fragilise le rôle des élus, réduit et complique cet espace d'intervention, de dialogue encore plus indispensable dans une Scop.

<p>CGT - INSTITUT d'HISTOIRE SOCIALE</p> <p>ihS 64</p>	<p>Association loi 1901 Siège social : 27 rue Carrérot 64000 PAU</p> <p>Tél. : 05 59 27 13 21</p> <p>ihscgt64@orange.fr</p>	<p>BULLETIN</p> <p>N° 56</p> <p>JANVIER 2017</p>
--	---	--

EDITORIAL par C. Graciet

➤ **10 Mars 2017: Assemblée Générale de l'Institut CGT d'Histoire Sociale des P.A.**

La proximité de cette date avec celle de la journée internationale des femmes (le 8 mars), semble être une bonne opportunité pour (re) préciser, brièvement ,l'histoire, le sens et le contenu revendicatif de la journée du 8 mars ?

Le 8 mars : Journée internationale des femmes. (1)

Cette journée prend source dans les luttes ouvrières et manifestations des femmes réclamant le droit de vote et l'égalité entre les hommes et les femmes, tant dans la vie familiale, sociale que sur le lieu de travail. Sur proposition de Clara Zetkin, militante ouvrière et de la paix, la création d'une « *Journée universelle, féminine, de lutte pour les droits de la femme et la paix* » est initiée lors d'une conférence internationale des femmes socialistes en 1910. La date en sera fixée en 1914, au 8 mars. En France la gauche, en 1982, va instaurer un caractère officiel au 8 mars, « *Journée nationale de la femme* »

Dans l'histoire sociale, les 8 mars marquent des temps forts dans l'activité et le volontarisme des femmes. Elles agitent des idées qui dérangent notre société. L'égalité entre les hommes et les femmes demeure d'une actualité brûlante. Il reste encore beaucoup à faire. Célébrer cette journée est une nécessité. Mais la « célébrer » est-ce suffisant ? Dans les syndicats, est-ce toujours une préoccupation au cœur des luttes revendicatives et dans les pratiques de vie syndicale ? N'y a-t-il pas, pour le moins, un décalage entre les discours théoriques et les pratiques ?

Selon un écho dans la presse, l'ex-épouse d'un candidat à la primaire socialiste aurait réagi, après l'avoir entendu s'exprimer de manière dithyrambique, sur sa propre conception et sur ce que serait sa politique en matière d'égalité hommes/femmes. Elle lui aurait écrit : *Chiche, quand c'est qu'on commence ?* » Parfois l'humour vaut mieux qu'un long discours... C'est vrai aussi pour nous tous ! Alors, la bataille offensive pour l'émancipation et l'égalité hommes et femmes, etc. « *Chiche, Quand c'est que l'on (re) commence ?* »

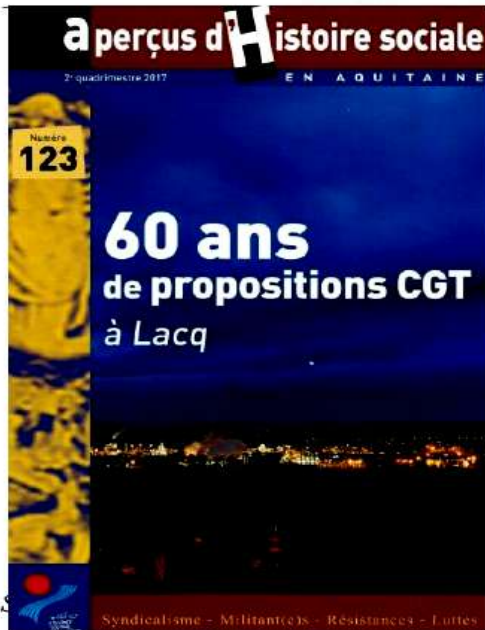
Ce n'est pas le capitalisme qui a inventé l'infériorisation des femmes mais il s'en accommode bien ! Sur le lieu de travail, la loi existe. Il suffirait, comme sur les routes, de prendre des sanctions sévères, contre les employeurs ne respectant pas le code ... du travail. Mais là, l'enjeu, c'est une autre conception de la société. L'issue se pose en termes de détermination et de rapports de forces. C'est la voie de la lutte revendicative à partir des besoins exprimés par les hommes et les femmes.

(1) Bibliographie : Au fil des 8 mars, de féminisme en émancipation ; revue « Aperçus » de l'IHSA N° 87 en 2007.

Introduction

Claude
Graciet

« L'âge d'or du genre humain n'est point derrière nous : il est au-devant, il est dans la perfection de l'ordre social »



Cette pensée de Saint Simon a été citée par Georges Séguéy dans la conclusion d'un livre, « La grève », écrit en 1992. La recherche de perfectionnement de l'ordre social est aussi le fil rouge de l'histoire sociale du bassin de Lacq. Des hommes et des femmes, militants de la CGT, y ont, avec les salariés, mené deux fronts de luttes : les revendications et l'édification d'une société où le travail de chacun servirait au bonheur de tous ! Ceux qui, dans les pages suivantes, vous donneront à connaître les péripéties d'une aventure, débutée en 1949, avec la découverte, à Lacq, d'un gisement de gaz et de pétrole « sous les pieds de maïs » furent ou sont encore « de ces aventuriers ».

Cette découverte va bouleverser la vie d'une région rurale et celle des hommes et femmes dont le destin était lié au travail de la terre. Le 1^{er} chapitre en retrace les grandes lignes. Le bassin va se métamorphoser. L'exploitation du gisement rassemblera des milliers d'ouvriers : autochtones, immigrés économiques, rapatriés d'Algérie, etc... Pour beaucoup, ce sera la découverte de l'exploitation et des luttes revendicatives.

Plus tard il s'agira de préserver les emplois, d'imposer des propositions de diversification et développement des activités industrielles sur le bassin. Une partie importante des contributions retrace ce que furent les pratiques syndicales de ces moments là. Le développement de l'emploi engendrera des besoins nouveaux et importants, en matière de logements et de structures sociales. Aussi, va surgir un groupement d'habitations de «12 000 âmes » Mourenx ville nouvelle naîtra, à côté du vieux bourg de Mourenx ! Selon une expression interrogative, relevée dans une revue de la maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine «**Un concentré**

d'expériences architecturales : soviétisation versus américanisme ?» Au-delà du processus de prolétarianisation, «La vie sur le territoire» en sera changée. Les salariés seront confrontés à un mécanisme de ségrégation sociale au niveau de l'habitat: densification, répartition en bâtiments hébergeant soit les ouvriers, soit la maîtrise ou les cadres ! En fait, une structure proche de la hiérarchisation dans l'entreprise.

La recherche de convergences (dans ce sens l'accord d'unité d'action confédéral CGT-CFDT de 1966 à 1976 facilitera les choses) autour des propositions de luttes : économiques pour l'avenir de toute une région, les luttes de milliers de salariés organisés, pour améliorer leurs conditions de vie au travail et dans la cité, pour construire leur statut, ont demandé beaucoup d'opiniâtreté et d'abnégation parfois, aux hommes et femmes qui étaient la CGT de proximité. Celle du lieu de travail et du quotidien. Donner à connaître les vécus et les pratiques au long de ces 60 ans de luttes sociales, peut-il nourrir la réflexion pour aujourd'hui et demain ? Cela peut-il nous aider à aller dans le sens: de la perfection de l'ordre social ? Les lecteurs de notre revue « Aperçus » sauront-ils, nous le dire ?

Extraits de l'éditorial :

«... En ces temps difficiles est-ce sérieux de proposer aux militants de réfléchir aux enjeux culturels ? Pourquoi, aujourd'hui, une revue sur ce thème ?... Parce que la demande est remontée et que l'angle du travail CGT sur la culture dans notre région n'avait pas été abordé...

Page 26 - Histoire du Club Sportif de TURBOMECA par Josiane Lahillonne*

« ... Aujourd'hui A.S.C.T (Association Sportive et Culturelle Turboméca) ... est un club sportif apprécié pour son sérieux. Il faut se rappeler que pour en arriver là, il a fallu toute une génération de bénévoles qui ont apporté leur temps, leurs compétences, leur idéal, leur sensibilité et leurs valeurs. Fin 1958, il n'y avait aucune activité sportive dans l'entreprise ... Un jeune élu C.G.T du C.E, et des salariés majoritairement syndiqués à la C.G.T,

souhaitaient développer le sport dans l'entreprise. Les membres du personnel étaient appelés à assister à une assemblée d'information et de discussion. Ce fut un succès, qui vit la création d'une commission au C.E de Turboméca « Sport dans l'Entreprise » avec la mise en place du bureau de cette commission... »

*Josiane Lahillonne, militante CGT, a assumé d'importantes responsabilités au CE de Turboméca à Bordes



Exposition "Regard sur le passé et les CE" dans le hall de la Bourse du Travail de Bordeaux (Photo Arnaud Guittard, 1990).

Page 43 - A propos de culture et langue basque par Claude Graciet

Extraits : «... un regard sur quelques «essais » d'activité CGT, sur ces questions... Deux rapports retrouvés dans nos archives serviront de support : le compte-rendu d'une journée d'étude du 19/10/1984. L'autre document avait été initié par le congrès de l'UD 64 en mai 1988...(le) but était de proposer des textes de références pour engager le débat dans les organisations C.G.T ...soumis à la commission exécutive de l'UD 64 en 1991... Les questions qui « fâchaient » ont, me semble-t-il, édifié un mur difficilement franchissable pour construire véritablement une démarche revendicative sur la culture et la langue basque... **Une langue** est à la fois l'identifiant et le reflet de l'histoire d'un peuple.

Tant qu'il existera des langues, il sera nécessaire d'apprendre celle de l'autre. En Europe, quatre pays seulement ont une seule langue officielle (France, Grèce, Pays Bas, Portugal) . En Euskadi (Pays des Basques du Nord et du Sud) environ 30 % de la population déclare savoir parler le basque (1/4 au Pays Basque en France). **Le français** est devenu seule langue officielle au fil d'un long processus d'élimination ... Au gaulois, succédera le latin, lui-même abandonné vers le moyen-âge au profit des langues régionales. Celles-ci disparaîtront progressivement au bénéfice du seul français en 1789 (le français n'était alors parlé que par 1/10ème de la population...)

Les films de l'IHS CGT 64 - 2018

Le Mai 68 de la CGT en Béarn

Mai 1968...Mai 2018, cinquantième anniversaire d'un mouvement qui ne fut pas seulement une « révolte étudiante », mais aussi un temps fort, concluant une longue période de construction, par des luttes revendicatives importantes.

En Béarn et au Pays Basque les luttes –offensives - et les occupations des lieux de travail et les manifestations seront d'une ampleur et d'une durée encore inégalées un demi-siècle plus tard !

Une équipe de l'Institut CGT d'histoire sociale des Pyrénées Atlantiques a réalisé un film, retraçant ces événements à partir de documents d'archives, d'échos de la presse locale et de témoignages des acteurs locaux.

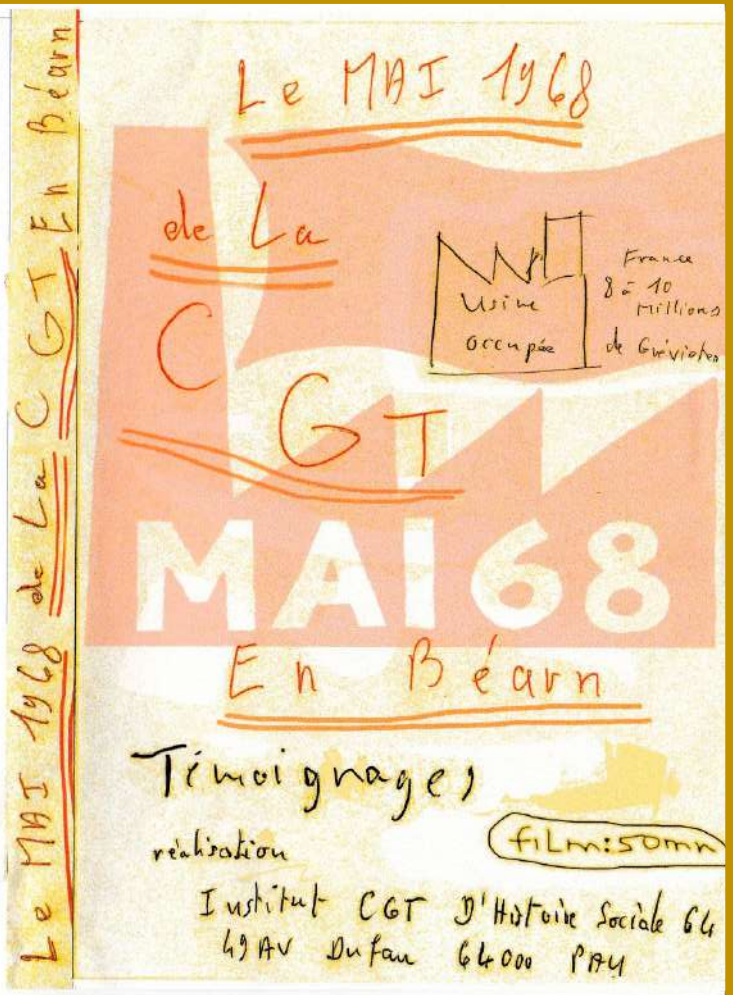
Pour donner à mieux connaître et aider à comprendre ce temps fort de l'histoire du mouvement social dans son « vécu » local, documents et témoignages ont été utilisés pour enrichir la présentation. Cependant, une question reste posée: Que reste-t-il des conquêtes sociales acquises dans les négociations ancrées dans les entreprises et dans celles de la conférence de Grenelle ?

Durée : environ 50mn En couleur, avec du son!

En bonus: un autre film ! :
1904-2004, les 100ans de la CGT 64



INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE 64



Jaquette du DVD

Réalisé par un cinéaste professionnel : Bernard Sanderre. 15 témoignages, 11 retenus ; une centaine d'heures de tournage qui resteront les archives de ces luttes, pour 50 minutes de film. Projeté en salle à Ciné Garlin , au Méliès de Pau, au Ciné M de Mourenx, à la Salle des fêtes de Bordes. Très apprécié par les spectateurs.



La salle au cinéma Le Méliès à Pau

Ils avaient de 20 à 30 ans en 1968

Les femmes des Pyrénées-Atlantiques dans la CGT

Groupe de travail : Paulette Lebrun, Yolande Masse, Josiane Lahillonne, Marie Hélène Sanchez, Corinne Bordenave, Josiane Cazaux et Christiane Rabier coordinatrice

L'IHS CGT 64 les a réunies pour une Table Ronde qui a eu lieu le Mardi 6 Mars à PAU. Elles ont été sollicitées par rapport à différents critères : jeune et ancienne syndiquée, militante dans un gros syndicat ou un petit, salariée de la CGT, compagne de militant CGT, travaillant dans un milieu majoritairement masculin ou pas. Il nous a paru intéressant de regrouper des témoignages plus personnels, sans aucune censure, de femmes ayant vécu dans et avec la CGT.



De gauche à droite et de bas en haut.
Premier rang : Marie Hélène Sanchez, Christiane Rabier.
Deuxième rang : Josiane Lahillonne, Yolande Masse, Josiane Cazaux



Corinne Bordenave et Paulette Lebrun n'ont pas pu participer à la prise de vue en groupe.



La CGT face à De Gaulle Mai Juin 1958 - Par J.C. MALÉ

L'IHS CGT National a décidé l'organisation d'une journée d'étude (en novembre 2018 à Lyon), consacrée aux conditions de l'accession au pouvoir du général Charles de Gaulle en 1958.

Rappel du contexte qui a précédé le coup d'état d'Alger le 13 Mai 1958 : la politique colonialiste des gouvernements de « Troisième Force » depuis 1947, socialiste Centriste ou Centriste socialiste, amène le discrédit de la IVème République. Depuis 1945, La France refuse l'indépendance des pays qu'elle colonise (protectorats, départements)

1945 : Algérie, le 8 Mai à Sétif : répression sanglante, des milliers de morts.

1947-1948 : Madagascar, Cameroun : répressions sanglantes...

1945-1947-1954 : Indochine-Vietnam, (protectorats) : plus d'administration ni d'armée Française (démantelée par les Japonais en 1945). Constitution d'un gouvernement Vietnamien, (président Hồ Chi Minh) Négociations en France en 1947 à Fontainebleau, entre Hồ Chi Minh et le gouvernement Français, pour une indépendance dans l'Union Française. Refus de la France. Bombardement par l'escadre Française (Amiral d'Argenlieu) du port de « Hai phong », débarquement de troupes, Guerre totale. 1954 défaite Française de Diên. Biên Phù, accord international à Genève, indépendance, mais le Vietnam est coupé en deux, (17ème Parallèle) le nord, sous influence communiste (Viêt Minh), le sud « nationaliste », de fait sous tutelle Américaine. Dans l'attente d'un référendum qui ne viendra jamais...

1944-1956 : Maroc (protectorat), manifestation pour l'indépendance, répression, des morts... Accord d'indépendance.

1954-1956 : Tunisie (protectorat), manifestations pour l'indépendance, répression, des morts ... Accord 1954 : autonomie interne, 1956 indépendance.

1954-1962 Algérie (trois départements Français et Territoires Militaires Sud et Sahara) Premier Novembre, « Toussaint » : Attentats dans les Aurès, très violente réaction française, début d'une guerre totale qualifiée de « maintien de l'ordre »... (Indépendance en 1962)...

En 1956, le gouvernement est à direction Socialiste (SFIO), Guy Mollet est le Président du conseil. François Mitterrand (UDSR), ministre de la justice,

est investi pour faire la paix en Algérie.

Guy Mollet est malmené par des manifestations lors de sa visite à Alger. Il intensifie la guerre, envoie les militaires du contingent, rappelle sous les drapeaux trois classes... Il donne, suite aux attentats urbains, les pouvoirs de police sur Alger aux parachutistes de la « 10ème DPA », sous les ordres du Général Massu. Répression totale, torture généralisée, exécutions sommaires... Si le FLN d'Alger est démantelé, la France s'est discréditée au plan international, condamnée à l'ONU, le fossé se creuse encore entre le million de Français d'Algérie et les six millions d'Algériens... La guerre s'intensifie ! Dans cette impasse, les gouvernements se succèdent à Paris. En Algérie, les Européens déboussolés et des chefs de l'armée déclenchent la prise du pouvoir à Alger, le 13 Mai 1958. Ils nomment le général Raoul Salan chef de l'exécutif provisoire. Celui-ci fait acclamer le nom du Général de Gaulle (qui se tient prudemment à l'écart, mais dont les émissaires sont très actifs à Alger...) Dans ce contexte, la CGT, le PCF et d'autres républicains s'opposent au coup de force qualifié de factieux et créent des « Comités de Défense de la République ».

Des appels à la grève sont lancés le 19 Mai, les 27 et 28 Mai, le 1er Juin 1958.

A Pau le 18 Juin, la « Maison des syndicats » (dont la CGT) est attaquée par des parachutistes manipulés qui veulent « casser du rouge ». Les militants présents se défendent avec acharnement, avec des pierres, des tuiles. Il y a des blessés et peut-être un mort parmi les assaillants, (non communiqués !) Les tuyaux de gaz étant arrachés, ordre est donné aux assaillants, de se retirer d'urgence (voir la revue Apercus No 61 de 2001).

A Paris le gouvernement : Président du Conseil Pierre Pflimlin, le Président de la République René Coty, le secrétaire du Parti Socialiste Guy Mollet et la droite se soumettent à de Gaulle ... Celui-ci, présente, le 1^{er} juin, son programme à l'Assemblée Nationale ; pouvoirs spéciaux, révision de la Constitution, mise en congés du Parlement. Le vote lui sera favorable : 329 députés pour sur 553... de Gaulle est président du conseil...

Dans la foulée la constitution de la Vème République (présidentialiste) est présentée en référendum : 80 % de oui ! Cette consultation sera suivie de l'élection des députés par scrutin d'arrondissement à deux tours. L'élection de la nouvelle Assemblée Nationale est acquise à de Gaulle : UNR 198 députés (17,6% au premier tour) et 355 députés avec leurs alliés Les Communistes obtiennent 10 députés (avec 18,9% au premier tour)... A l'élection de la présidence de la République, De Gaulle obtiendra 78,5% de voix des grands électeurs...

La guerre d'Algérie va continuer encore quatre ans (1962). Après les luttes sociales de Mai 1968, de Gaulle sera battu au référendum. Il démissionnera en 1969. La droite restera à la présidence jusqu'en Mai 1981...

Dans le contexte particulier, présence forte des parachutistes, de députés d'extrême droite, etc.

comment ces événements furent-ils vécus, à Pau ou Bayonne, par la population, les élus, les partis, les syndicats, etc. ? L'IHS 64 lance un appel pour trouver des traces des réactions et actions dans notre département.

Nous invitons les structures syndicales et les militant-e-s à rechercher dans leurs archives, dans leurs mémoires et dans les journaux et à bien vouloir nous faire connaître les résultats, les pistes éventuelles, leurs recherches antérieures, etc. Notre petite équipe de l'IHS 64 commence à travailler les archives départementales, la presse régionale, les bonnes volontés sont les bienvenues. Merci d'avance.

SOPHIE BINET | MARYSE DUMAS | RACHEL SILVERA

Féministe, la CGT ?

Les femmes, leur travail et l'action syndicale

1988 : LA COORDINATION DES INFIRMIÈRES

« NI BONNES, NI CONNES »

Parmi les luttes de femmes emblématiques du XX^{ème} siècle, figure sans conteste la grande mobilisation des infirmières de 1988. Parce que cette profession, féminisée à près de 90 %, représente l'une des plus symboliques du travail féminin, renvoyant à des compétences jugées naturelles (minutie, patience, dévouement), reposant sur une non-reconnaissance des diplômés et une faible rémunération. N'oublions pas que jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, les infirmières étaient des « nonnes », non rémunérées si ce n'est pour leurs stricts moyens de subsistance...

Certes, il y avait eu des grèves d'infirmières auparavant, mais ce mouvement de 1988 est une véritable explosion, révélatrice d'un « ras-le-bol » accumulé pour différentes raisons.

Rappelons que l'élément déclencheur de la mobilisation est un décret dit Barzach de décembre 1987, autorisant l'accès aux écoles d'infirmières avec seulement cinq ans d'expérience professionnelle, sans aucun diplôme... En tête de leurs revendications figurent une augmentation salariale forte (2000 F - 307 €), et aucun salaire inférieur à 8000 F (1230 €), l'augmentation des effectifs, un droit à la formation, un même statut privé et public. Du 25 mars 1988 (première manifestation) jusqu'au 16 décembre 1989, la lutte prendra différentes formes (manifestations, grèves, pressions sur les négociations...). Elles n'obtiendront qu'une partie de ces revendications (hausse de 500 F - 76 € à 1000 F - 150 € en fin de carrière).

Ce mouvement était mixte, mais a exigé que les responsables soient des femmes (présidence de l'association mais aussi responsables des services d'ordre). Son slogan, « **Ni bonnes, ni nonnes, ni connes** », est révélateur de la volonté de remettre en cause les rapports sociaux dominants, à commencer par le pouvoir hiérarchique.

2018-2019 : LA LUTTE DES ASSISTANTES MATERNELLES (« ASSMATS »)

En novembre 2018, des assistantes maternelles se mobilisent. En cause, le projet de réformer de l'assurance chômage et tout particulièrement l'indemnité de complément d'activité qui devait être remise en cause ou au moins revue à la baisse. Or les assmats sont en première ligne, elles ont effectivement jusqu'à quatre employeurs différents, ce qui leur assure un revenu tout juste proche du Smic mensuel. La perte d'un ou deux contrats est très fréquente, lors de la scolarisation des enfants ou lorsque les parents employeurs obtiennent une place en crèche. Ce dispositif de complément d'activité leur permet—jusqu'à présent—de limiter la précarité inhérente aux fluctuations de leur nombre de contrats, en leur garantissant entre 57 et 75 % du salaire de l'activité perdue.

Pour les assistantes maternelles, le choc est rude puisqu'une telle mesure entraînerait une baisse d'indemnisation allant de 40 à 250 € par mois pour les périodes où elles ont moins d'enfants en accueil.

Cette mobilisation a été exemplaire : des assmats - profession féminisée à 88 % - jusqu'à présent peu visibles et surtout isolées, se sont regroupées via les réseaux sociaux (une page Facebook : « assistantes maternelles en colère, gilets roses » ouverte par cinq assistantes maternelles qui dépassent 10 000 abonnés). Elle rappelle à cette occasion que grâce à elles, plus de 2 millions de parents peuvent aller travailler chaque jour, que « la précarité ce n'est pas leur métier ». C'est elles qui ont fait l'appel à la CGT et à FO pour amplifier et structurer leur mouvement ; une pétition « contre la suppression de l'indemnisation pour activités réduites des assistantes maternelles » connaît un large succès (plus de 65 000 signatures) ; et en quelques jours, se constitue un réseau de trente référentes sur tout le territoire et des mobilisations, durant différents samedis, de « gilets roses ». À commencer par une forte mobilisation le 21 février 2019, avec près de 1500 assmats. Le samedi 9 mars 2019, à l'appel de la CGT, de mouvements féministes (autour du #8 mars15h40)net des femmes gilets jaunes, ces femmes « gilets roses » vont se mobiliser dans le cadre de la journée de luttes des femmes du 8 mars. C'est une prise de conscience féministe et l'affirmation de leurs revendications pour être reconnues comme de vraies professionnelles, et pas un simple prolongement « naturel » de leur rôle de femmes-mères. < une première dans ce secteur professionnel peu habitué à l'action collective et très majoritairement représenté par des syndicats professionnels qui s'est conclue par une victoire avec le maintien de cette indemnité.

AUX ORIGINES DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE

DE LUTTES POUR LES DROITS DES FEMMES DU 8 MARS

La deuxième conférence des femmes de l'internationale ouvrière et socialiste se tient à Copenhague en 1910. Clara Zetkin propose d'organiser chaque année une journée internationale de lutte pour la défense des revendications particulières des femmes (le pendant pour les femmes de la décision du 1er mai au plan général). La première journée découlant de cette décision sera organisée le 11 mars 1911.

Après la guerre de 1914, ce sera le 8 mars. Le choix de cette date a longtemps été attribué à la commémoration d'une manifestation d'américaines pour le droit de vote. Aujourd'hui, une autre thèse semble l'emporter : cette date correspond en effet au jour de la manifestation de femmes à Saint-Petersbourg en 1917, à laquelle on attribue le déclenchement de la Révolution soviétique, commémorée pour cette raison dans la jeune Union soviétique dès l'entre-deux guerres. Après 1945, dans tous les pays du bloc soviétique, le 8 mars devient une journée de fête où les femmes sont « honorées » par des discours, des cadeaux, etc. Le mouvement communiste international marque également chaque année, la journée, soit comme une fête des femmes, soit comme une journée de lutte, selon les situations nationales.

En France le PCF, l'UFF (Union des Femmes Françaises, organisation issue de la Résistance) et la CGT lui gardent son caractère de journée de lutte pour les droits des femmes. Cela n'empêche cependant pas que, dans certains endroits, les militants de ces organisations préféreront ce jour-là offrir des fleurs aux femmes que de se préoccuper de leurs revendications et de leurs luttes. La contradiction, journée de luttes ou journée de fête des femmes voire de la femme, est ravivée depuis qu'en 1975, l'Onu s'est emparée du 8 mars pour lui donner un caractère officiel. François Mitterrand lui a emboîté le pas, l'année suivant son élection à la présidence de la République. Le 8 mars a aujourd'hui un caractère officiel et institutionnel qui fait perdre de vue ses origines révolutionnaires. La CGT, pour sa part, continue de proposer, chaque année, des initiatives qui gardent au 8 mars son caractère de journée de luttes pour les droits des femmes.

Les femmes qui, en 1910, ont proposé l'organisation de cette journée étaient sans doute fort loin, même pour les plus optimistes d'entre elles, d'imaginer un tel avenir à leur décision.

L'Institut CGT d'Histoire Sociale 64 ... Un outil pour aider les militants à comprendre et agir ! Deux moyens de communication permanents pour mener cette activité : La revue « **Aperçus d'Histoire sociale** », commune aux IHS de l'ex Aquitaine et « **Le bulletin départemental de l'IHS 64** ». Nous vous proposons de trouver ou retrouver quelques-unes de leurs contributions dans la revue « **Aperçus** », depuis la parution du N°1 en 1984. Les textes parus dans les N° de 1 à 127 sont déjà disponibles sur le site de l'IHSA : www.ihscgtaquitaine.org. (colonne : IHS Aquitaine > télécharger anciens Aperçus) Pour les textes suivants, s'adresser à : ihscgt64@orange.fr.

N° 132 : L'Aquitaine et l'immigration

⇒ Activité CGT et mouvements migratoires dans les P. Atlantiques par C. Graciet

N° 131 : Les luttes de novembre-décembre 1995

⇒ Au centre de tri postal de Pau, par Ch. David et P. Londaiz

N°130 : Un congrès audacieux, novateur et conquérant (40^{ème})

⇒ Le meeting de Poujade à Pau, par A. Narritsens
⇒ Une lutte gagnante à ELF à Pau, par M. Aguer

N° 129 : les structures confédérales en (R)évolutions en Aquitaine

⇒ Evolution des besoins pour la pratique syndicale (UL Bayonne), par C. Graciet
⇒ Effectifs et élections professionnelles chez Safran (Turbo Bordes), par Ch. Claveau

N° 128 : La CGT face à la crise de 1958 en Aquitaine

⇒ Pau, attaque de la maison des syndicats du 18 juin 1958, par A. Narritsens

N° 127 : Que reste-t-il de Mai 1968 ?

⇒ Un regard depuis l'UL de Bayonne, par C. Graciet

N° 126-125 : En Aquitaine la place des femmes dans la CGT

⇒ Les femmes des P. Atlantiques dans la CGT : table ronde animée par Ch. Rabier : avec : P. Lebrun, Y. Masse, J. Lahillonne, M.H. Sanchez, C. Bordenave, J. Cazeaux)

N° 124 : La CGT et la culture en Aquitaine

⇒ Histoire du club sportif de Turboméca (Bordes), par J. Lahillonne
⇒ A propos de la culture Basque, par C. Graciet

N° 123 : 60 ans de propositions CGT à Lacq

⇒ Les péripéties d'une aventure débutée en 1949 (par : M. Aguer, A. Ayma, Gérald Brocco, F. Gall, S. Garcia, M. Hanquez, J.C. Malé, A. Masse, R. Méroni, J. Pothon) animation C. Graciet

N° 122-121-120 : 120 ans de la CGT en Aquitaine

⇒ Il ne s'agissait pas de commémorer l'événement mais de valoriser, par des documents et des photos, la richesse archivistique des IHS départementaux et le travail réalisé par les militants pour sauvegarder, classer, répertorier celles-ci. L'IHS 64 y a apporté sa pierre.

N° 118 : Regards d'acteurs de santé en Aquitaine de la naissance à la dépendance

⇒ Pau-Aressy : Quinze jours de grève pour l'emploi Par M. Reyna-Sanchez

N° 117 : Engagement syndical et religions

⇒ « Différents et si proches » : table ronde animée par C. Graciet avec la participation de R. Carrère, P. Debushaye, L. Dussert, R. Méroni, J. Pothon, M.H Sanchez et G. Sanchez.

N° 116-115 : La sécu, sociale et solidaire, 70 ans de luttes

⇒ Dans les Basses Pyrénées, un combat dès la naissance par, C. Graciet
⇒ Particularismes et confusion dans les PTT par C. Graciet
dès 1950, être administrateur CGT, était un combat (CPAM des B. Pyrénées) par C. Graciet

N° 114 : Les entreprises gérées par les travailleurs (les SCOOP)

⇒ Le rôle du syndicalisme CGT et des institutions représentatives des salariés par, J.R. Sangla
⇒ La Scoop paloise SPM, une expérience réussie depuis 1983, par J.R. Sangla

N° 111 : Archiver pour l'avenir

⇒ Pays Basque, les archives toute une histoire, par C. Graciet
⇒ Une première journée d'étude à Pau, par C. Graciet
⇒ Le cahier de compte (de l'UL de Bayonne) par Ph. Médiavilla

N° 110 : Travail, Habitat, Territoire

⇒ L'influence du travail sur la structuration des territoires par A. Da Silva et C. Graciet
⇒ Une administratrice (représentante CGT logement social) témoigne, par Ch. Rabier
⇒ Devenu Action Logement, le 1% logement a perdu son sens, par J. Pélaroque

N° 107,108,109 : Engagement de jeunes Aquitains dans la Résistance

⇒ Les frères MAZOU, brigadistes et organisateurs de réseau, par JC Malé
⇒ Carmen et Lucien BLASCO au cœur, par JC Malé
⇒ André Latusque, réfractaire, résistant palois, par JC Malé
⇒ Pierre Langla évadé et déporté de guerre, par JC Malé
⇒ Regard sur les passeurs basque, par J. Lavie

N° 105 : la bataille pour un service public PTT en Aquitaine (des origines à 1990)

⇒ Un congrès dans les P. Atlantiques (moment de la démocratie) en 1981 par C. Graciet

N° 103 : 100 numéros et après ? (Actes du colloque de 2011)

⇒ Conclusion par Ph. Médiavilla, secrétaire régional

N° 101 : Le syndicalisme ingénieur, cadre, technicien

⇒ Une action qui a compté à ELF Aquitaine, par Peppino Terpollili

N° 98 : La CGT en Aquitaine

⇒ Syndicats, Territoires et Région par Ph. Médiavilla

N° 96 : 100 ans d'aviation en Aquitaine

⇒ Un fleuron régional : Turboméca par B. Cuyeu
⇒ Dassault Anglet par Alain Narbey
⇒ Des trains d'atterrissage made in Pyrénées par Bernard Morel et R. Méroni
⇒ Bio de Ch. Bonnet par Malé JC

N° 90 Les Prud'hommes, des juges différents

⇒ Elections aux Prud'hommes 1979 à Pau, par J.C. Malé

N° 88 : Mai 68, 40 ans

⇒ Mai 68 chez Bidegain par J.C. Malé

N° 81 : Le syndicalisme Aquitain sous le régime de Vichy

⇒ Le syndicalisme en Basses Pyrénées, les forgerons muselés par ? (Non signé)

N° 74 : Devoir de mémoire, Travail d'Histoire (Numéro spécial 20 ans d'histoire sociale)

⇒ L'institut d'Histoire, des Pyrénées Atlantiques par J.C. Malé

N° 68 : Le premier mai histoire et écrits

⇒ 1^{er} mai 199, à Pau avec les grévistes de ELF-Aquitaine par M. Aguer

N° 62 : Péchiney-Noguères 1959-1991 : Vie, luttes et mort d'une entreprise en Béarn

⇒ Rappel de l'Histoire, exemplaire à plusieurs titres, de cette usine, qui compta jusqu'à 750 salariés. Recueil des témoignages (10) pour l'IHS 64 : Quintreau C., C Gonzales J., Malé J.C. et Naude D

N° 53 : Rappel de grandes Luttes : en 1948 les éboueurs à Bordeaux 1945-1966 Forges de l'Adour, chez Ford à Bordeaux

⇒ Le combat contre la fermeture des Forges de l'Adour par G. Joubert d'après documents d'archives et le livre de A. Maye 1998

N° 51-50-49 : Mai 68, trente ans après

⇒ Mai 68 dans les P.A. par G. Recq

N° 42 Tous ensemble images de rues de novembre, décembre 1995

⇒ Bayonne, Bayonne, sur la Nive et l'Adour... (air connu) les luttes de 1995 en images

N° 35 : Aperçus de l'IHS en Aquitaine 4^{ème} trimestre 1998

⇒ Souvenir d'un militant CGT (J. Oger) des Forges de l'Adour (1907-1920) documentation conservée par H. Prévot, ancien des Forges de l'Adour et ex secrétaire de l'UD CGT 64

N° 24 : Aperçus de l'IHS en aquitaine 1^{er} trimestre 1992

⇒ Le Mai 68 de Bayonne a vu le jour, présentation de la plaquette « Les grandes luttes ouvrières en 1968 dans l'agglomération Bayonnaise » Rédigé par R. Etchegaray, C. Bernatets, J. Serres et J. Glize.

N° 17 : Aperçus de l'IHS en Aquitaine, juin 1990

⇒ Colloque « les Français et la Guerre d'Espagne » présentation de D. Syndic

N° 10 : Aperçus de l'IHS en Aquitaine, septembre 1988

⇒ La commémoration de mai 1968 à Bayonne ; Présentation par C. Graciet membre du groupe local de l'IHSA, d'une exposition sur les « Evénements de mai 1968 dans l'agglomération Bayonnaise » réalisée par le groupe de travail.

N° 9 : Aperçus de l'IHS en Aquitaine juin 1988

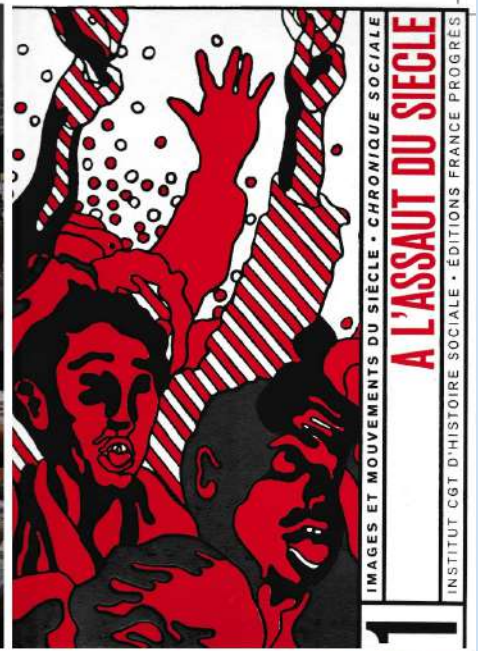
⇒ Un itinéraire hors du commun : Théo Francos (militant antifasciste). Interview réalisé par J. Serres en juillet 1987.

N° 6 : Aperçus de l'IHS en Aquitaine septembre 1987 :

L'antenne des Pyrénées Atlantiques de l'IHSA, ses premiers pas : présentation par D. Syndic de la constitution de groupes de travail par secteur à l'issue d'une première réunion le 10 mars 1987 « ... la participation de dix-sept personnes dont J. Pothon, secrétaire général de l'UD CGT 64... »

N° 1 : Aperçus de l'IHS en Aquitaine mai 1984 :

Présentation de l'Institut CGT d'Histoire Sociale d'Aquitaine : Antoine Rodriguez ex secrétaire régional et ex secrétaire général de l'UD CGT 64 est élu président. Deux militants des Pyrénées Atlantiques élus au CA : F. Duchesne secrétaire de l'UL CGT de Pau et R. Etchegaray du secteur Juridique de l'UL CGT de Bayonne.



les **Cahiers**
de l'Institut CGT
d'histoire sociale

DOSSIER

MAI 68

Le plus grand affrontement de classe de l'histoire sociale dont les enseignements nourrissent notre réflexion encore aujourd'hui.

Vichy

Le procès Papon a permis de mettre en lumière la collaboration active de Vichy dans la répression puis la déportation des Juifs.

Chômage

L'expérience des Bourses du travail, au début du siècle, dans leur action en faveur des chômeurs.

N° 66
juin 1998 - 40 F



Le 18 juin 1958,
des parachutistes cantonnés à Pau ont attaqué et saccagé cet immeuble qui accueillait syndicats et associations.
Des militants de la CGT ont résisté.
Le fascisme n'est pas passé.

2003
l'année des luttes pour la retraite, l'école et le service public

les vidéos de l'Institut CGT d'Histoire Sociale des Pyrénées Atlantiques



Le MAI 68 de la *la* **cg**t en Béarn

Ils avaient de 20 à 30 ans en 1968